

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/206122]

10 NOVEMBRE 2016. — Décret apportant diverses modifications aux législations concernant le Tourisme (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications apportées aux « Dispositions préliminaires. Titre I. Des Définitions »

Article 1^{er}. L'article 1^{er}. D du Code wallon du Tourisme, modifié par le décret du 17 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. D. Au sens du présent Code, on entend par :

1^o abri fixe : la structure destinée à l'hébergement touristique pour les campeurs de passage, non transportable, non démontable et ancrée au sol;

2^o abri mobile : la structure destinée à l'hébergement touristique pour une occupation temporaire ou saisonnière, conçue pour être démontée aisément ou transportable;

3^o accusé de réception : la lettre qui confirme la bonne réception de la demande, indiquant le délai dans lequel la demande sera traitée, les voies de recours et, s'il y a lieu, la mention des conséquences en l'absence de réponse dans le délai prévu;

4^o association de tourisme social : l'association reconnue sur la base du titre III du livre III;

5^o attraction touristique : le lieu de destination constitué d'un ensemble d'activités et de services intégrés clairement identifiables au sein d'une infrastructure pérenne, exploité de façon régulière comme pôle d'intérêt naturel, culturel ou récréatif et aménagé dans le but d'accueillir touristes, excursionnistes et visiteurs locaux sans réservation préalable;

Ne constituent pas une attraction touristique les activités foraines, les lieux offrant une simple location de matériel, les paysages, les villes, les sites librement accessibles et les lieux destinés à la pratique sportive pure, à l'organisation de spectacles, d'événements culturels, sportifs ou festifs;

6^o balisage : la pose, à intervalles réguliers, de signes indiquant le tracé d'un itinéraire de promenade. N'est pas considérée comme balisage toute pose de signes réalisés avec un matériau directement prélevé dans la nature ou avec un matériau à base de calcium dilué rapidement par la pluie;

7^o balise : l'élément constitutif du balisage, à savoir le signe normalisé caractéristique de la promenade dont les modèles sont définis par le Gouvernement, le fond sur lequel ce signe est apposé et son système d'implantation éventuelle;

Sont considérés comme balises :

a) les balises d'information : balises destinées à donner une information d'ordre historique, esthétique, scientifique ou culturel, le long d'un itinéraire permanent, dont le modèle est défini par le Gouvernement;

b) les balises directionnelles complètes : balises munies d'une flèche indicatrice, ayant pour objet de donner une information complète sur la nature et la longueur de l'itinéraire permanent, comprenant à tout le moins le nom de l'itinéraire permanent et son but, dont le modèle est défini par le Gouvernement;

c) les balises directionnelles simples : balises munies d'une flèche indicatrice, ayant pour objet d'indiquer un changement de direction, dont les normes sont définies par le Gouvernement;

d) les jalons : balises ayant pour objet de rappeler ou de confirmer la direction à suivre, dont les normes sont définies par le Gouvernement;

e) les panneaux de départ : panneaux matérialisant le point de départ d'un ou de plusieurs itinéraires permanents, ayant pour objet de donner une information complète sur ceux-ci, dont les normes sont définies par le Gouvernement;

f) les balises toponymiques, dont les normes sont définies par le Gouvernement;

8^o bâtiment : la construction qui constitue un espace couvert accessible aux personnes, entourée totalement ou partiellement de parois;

9^o campeur de passage : le touriste dont la présence sur le camping touristique ne dépasse pas trente jours consécutifs par an, utilisant tout abri fixe ou mobile, à l'exclusion des mobilhomes et séjournant de manière effective dans le camping, le cas échéant, retirant, à l'issue de son séjour, son abri mobile;

10^o campeur saisonnier : le touriste dont la présence sur le camping touristique ne dépasse pas six mois par an et qui utilise un mobilhome;

11^o camping à la ferme : le camping touristique organisé par un exploitant agricole sur un terrain dépendant de son exploitation et n'accueillant aucun mobilhome;

12^o camping touristique : le terrain utilisé d'une manière habituelle ou occasionnelle par plus de dix touristes ou occupé par plus de trois abris fixes ou mobiles pour y séjourner en plein air, à l'exclusion des forains ou des nomades, constitué d'abris fixes, d'abris mobiles ou d'emplacements nus;

13^o capacité de base : le nombre de personnes pour lequel un hébergement touristique est conçu et proposé en location;

14^o capacité maximale : la capacité de base augmentée du nombre de personnes pouvant être hébergées au moyen de lits d'appoint;

15^o caravane routière : la caravane qui peut être tractée sur la voie publique sans autorisation spéciale préalable;

16^o carte de promenades : la carte topographique à échelle donnée indiquant des itinéraires permanents et les différents équipements destinés, sous quelque dénomination que ce soit, à l'accueil du touriste;

17^o centre de tourisme social : l'hébergement touristique respectant les conditions de l'article 418. D, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, et n'utilisant pas une dénomination visée aux points 23^o, 29^o et 53^o;

18^o descriptif de promenade : le document contenant des informations destinées à décrire un ou plusieurs itinéraires permanents et à guider l'utilisateur le long de ceux-ci, pouvant différer de la carte de promenades et exister sous forme de livre, fiche, carnet, guide, dépliant, fascicule, comme, entre autres, le topo-guide, le « road book », le « carto-guide », le « pocket-plan », la fiche de promenades, le carnet de promenades;

19^o endroit de camp : l'hébergement touristique mis en location ou à disposition exclusivement d'un camp d'une organisation de jeunesse reconnue par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ou encore par l'autorité compétente de tout État membre de l'Union européenne;

20^o entité représentante : la personne morale qui, au sein d'un village de vacances, représente le ou les propriétaires d'unités de séjour;

- 21° emplacement nu : l'espace dans un camping mis à disposition du touriste de passage qui emporte avec lui son propre abri mobile;
- 22° envoi certifié : l'envoi réalisé par tout moyen de communication permettant de conférer date certaine de la réception et revêtant une des formes suivantes :
- a) le courriel daté et signé;
 - b) le recommandé postal;
 - c) l'envoi par des sociétés privées contre accusé de réception;
 - d) le dépôt d'un acte contre récépissé;
 - e) tout autre moyen jugé équivalent par le Gouvernement;
- 23° établissement hôtelier : l'hébergement touristique portant la dénomination d'hôtel, d'appart-hôtel, d'hostellerie, de motel, d'auberge, de pension ou de relais; le Gouvernement peut compléter cette énumération;
- 24° excursionniste : la personne qui, pour les loisirs ou la détente, se rend dans un lieu de destination situé au-delà de la commune où elle réside habituellement ou des communes limitrophes à celle-ci et qui effectue les déplacements nécessaires entre sa résidence habituelle et le lieu de destination en une seule journée;
- 25° guide touristique : la personne physique qui fait découvrir les patrimoines et en assure les commentaires;
- 26° guide touristique-stagiaire : la personne physique qui répond aux conditions de reconnaissance en tant que guide touristique à l'exception de celle relative à la durée de l'expérience;
- 27° hébergement de grande capacité : l'hébergement touristique de terroir ou meublé de vacances pouvant accueillir plus de quinze personnes;
- 28° hébergement touristique : le terrain ou logement mis à disposition d'un ou plusieurs touristes, à titre onéreux et même à titre occasionnel;
- 29° hébergement touristique de terroir : tout hébergement touristique, situé hors d'un village de vacances, d'un parc résidentiel de week-end, d'un camping touristique, à l'exclusion d'un établissement hôtelier, d'un endroit de camp ou d'un centre de tourisme social, portant une des dénominations suivantes :
- a) « gîte rural » lorsqu'il est aménagé dans un bâtiment rural typique du terroir, indépendant et autonome;
 - b) « gîte citadin » lorsqu'il est aménagé dans un bâtiment typique du terroir, indépendant et autonome, situé en milieu urbain;
 - c) « gîte à la ferme » lorsqu'il est aménagé dans un bâtiment, indépendant et autonome, d'une exploitation agricole en activité ou à proximité immédiate de celle-ci;
 - d) « chambre d'hôtes » lorsqu'il s'agit d'une chambre faisant partie de la propriété personnelle et habituelle du titulaire de l'autorisation ou d'une annexe située dans la même propriété du titulaire, à proximité de son habitation;
 - e) « chambre d'hôtes à la ferme » lorsqu'il s'agit d'une chambre d'hôtes aménagée dans une exploitation agricole en activité;
- 30° intermédiaire : la personne physique ou morale qui, contre rémunération directe ou indirecte, de quelque manière que ce soit, fait la promotion, facilite ou organise la mise en marché d'un hébergement touristique;
- 31° itinéraire balisé : l'itinéraire de promenade, à vocation principalement touristique, destiné au trafic non motorisé, indiqué par des balises;
- 32° itinéraire permanent : l'itinéraire balisé pour plus de dix jours;
- 33° loi du 16 juillet 1973 : la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;
- 34° massif forestier : les territoires boisés dessinés par une étude de valorisation menée par l'autorité compétente, à la demande du CGT, soit retenus par le Commissariat général au Tourisme dans le cadre de l'appel à projets qui en a découlé, soit désignés par le Gouvernement sur proposition du Commissariat général au Tourisme suite à la réalisation d'études complémentaires;
- 35° meublé de vacances : l'hébergement touristique indépendant et autonome, situé hors d'un village de vacances, d'un parc résidentiel de week-end, d'un camping touristique, à l'exclusion d'un établissement hôtelier, d'un endroit de camp, d'un centre de tourisme social ou d'un hébergement touristique de terroir;
- 36° mobilhome : la caravane qui ne peut pas être tractée sur la voie publique sans autorisation spéciale préalable, aisément transportable et dont l'enlèvement ne nécessite aucun démontage ni démolition;
- 37° motorhome : le véhicule motorisé de loisir équipé pour camper tout en voyageant;
- 38° normes de base : les dispositions fédérales en matière de protection contre l'incendie;
- 39° normes de sécurité spécifiques : les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie, spécifiques aux hébergements touristiques;
- 40° organisme touristique : la fédération provinciale du tourisme, maison du tourisme, office du tourisme ou syndicat d'initiative;
- 41° partie de bâtiment : la partie de construction qui constitue un espace couvert accessible aux personnes, ayant une entrée indépendante donnant vers l'extérieur, dont les parois ont une résistance au feu d'une heure et dont les ouvertures intérieures sont fermées par des éléments résistant au feu une demi-heure; l'exigence d'une entrée indépendante donnant vers l'extérieur ne s'applique pas aux parties de bâtiment accueillant des chambres d'hôtes ou des chambres d'hôtes à la ferme si l'addition de leur capacité maximale est inférieure à dix personnes;
- 42° pôle d'intérêt culturel : le centre d'activités axées principalement sur le patrimoine, les arts, l'histoire, les sciences ou les techniques;
- 43° pôle d'intérêt naturel : le centre d'activités axées principalement sur la nature ou l'environnement;
- 44° pôle d'intérêt récréatif : le centre d'activités axées principalement sur les activités ludiques ou de loisirs actifs;
- 45° signe régional de reconnaissance : l'écusson, dont le modèle est défini par le Gouvernement, attestant que l'itinéraire permanent est autorisé ou que la carte de promenades ou le descriptif de promenade est reconnu par le Commissariat général au Tourisme;
- 46° site touristique : le lieu bénéficiant d'une notoriété internationale d'un point de vue touristique;
- 47° table d'hôtes : le service consistant à préparer, exclusivement pour les occupants d'une chambre d'hôtes ou d'une chambre d'hôtes à la ferme, des repas composés principalement de produits du terroir et servis à la table familiale du titulaire de l'autorisation;
- 48° tourisme social : les activités de loisir et de vacances organisées par une association de façon à offrir à toute personne, et en particulier aux personnes économiquement et culturellement défavorisées, les meilleures conditions pratiques d'accès réel à ces activités;

49° touriste : la personne qui, pour les loisirs, la détente ou les affaires, se rend dans un lieu de destination situé au-delà de la commune où elle réside habituellement ou des communes limitrophes à celle-ci et qui séjourne hors de sa résidence habituelle;

50° unité de séjour : le bâtiment ou partie de bâtiment répondant aux conditions cumulatives suivantes :

- a) sa capacité de base est d'au moins deux personnes;
- b) sa capacité maximale ne peut être supérieure à vingt personnes;
- c) il est autonome et indépendant;
- d) il respecte les dispositions relatives à la sécurité-incendie telles que prévues au titre IV du livre III;
- e) il respecte les normes de classement minimales telles que prévues par ou en vertu de l'article 266. D;
- f) il est mis à disposition d'un ou plusieurs touristes, au minimum six mois par an;

51° utilisateur : l'organisme touristique ou l'attraction touristique reconnu par le Commissariat général au Tourisme conformément au présent Code ou le professionnel du tourisme, autocariste, agence de voyage ou organisme offrant de manière récurrente des prestations de tourisme culturel ou environnemental, ainsi que les associations professionnelles concernées;

52° visiteur local : la personne qui, pour le loisir ou la détente, se rend dans un lieu de destination situé dans la commune où elle réside habituellement ou dans une commune limitrophe à celle-ci;

53° village de vacances : l'hébergement touristique, composé d'équipements collectifs et d'un ensemble d'unités de séjour représentant au minimum soixante pourcents des logements existants au sein du village de vacances, répondant aux conditions cumulatives suivantes :

- a) il fait partie d'un périmètre cohérent et unique;
- b) il ne comporte pas de clôtures ou de barrières délimitant le parcellaire;
- c) l'aménagement de ses abords est uniforme;
- d) il dispose d'un local d'accueil. ».

CHAPITRE II. — Modifications du Livre 1^{er}. Des organismes touristiques

Art. 2. Dans l'article 4.D du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Il est classé parmi les organismes de type 1 visés par le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du reportage des unités d'administration publiques wallonnes. Les dispositions de ce décret s'appliquent pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent Code. ».

Art. 3. Dans l'article 5. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, au 2^o, les mots « , avec l'appui de la SA Immowal visée à l'article 31/1. D, » sont insérés entre le mot « gérer » et les mots « les infrastructures »;

b) dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou de promouvoir » sont abrogés et les mots « Région wallonne » sont remplacés par les mots « région de langue française »;

c) dans le paragraphe 2, alinéa 2, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o le financement des actions de promotion menées par les organismes et opérateurs touristiques et par Wallonie Belgique Tourisme; »;

d) dans le paragraphe 2, alinéa 2, les 5^o et 6^o sont remplacés par ce qui suit :

« 5^o la mise à disposition d'une base de données relative à l'offre touristique auprès des organismes touristiques et de Wallonie Belgique Tourisme;

6^o la gestion et l'alimentation d'un site internet à destination des professionnels du tourisme en région de langue française; »;

e) dans le paragraphe 2, alinéa 2, 7^o, les mots « Région wallonne » sont remplacés par les mots « région de langue française ainsi que la veille et l'analyse du secteur touristique wallon, belge et international »;

f) dans le paragraphe 2, alinéa 2, le 8^o est remplacé par ce qui suit :

« 8^o l'encouragement de la mutualisation de l'ingénierie touristique en réseau notamment avec le centre d'ingénierie touristique de Wallonie. »;

g) dans le paragraphe 2, alinéa 2, le 9^o est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 8. D. du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, au 1^o, les mots « l'Office de Promotion du Tourisme de Wallonie et de Bruxelles » sont remplacés par les mots « Wallonie Belgique Tourisme »;

b) dans l'alinéa 1^{er}, au 2^o, les mots « au Commissariat général au Tourisme » sont remplacés par les mots « à Wallonie Belgique Tourisme »;

c) dans l'alinéa 2, la phrase « Il comprend en son sein le directeur général de l'Office de promotion du tourisme et le commissaire général au Tourisme. » est abrogée;

d) l'article est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut préciser les règles relatives à l'organisation des réunions du comité d'orientation. ».

Art. 5. Dans l'article 16. D du même Code, le 7^o est abrogé.

Art. 6. Les articles 18. D et 19.D du même Code sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 20. D, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « transferts et » sont abrogés.

Art. 8. L'article 24. D du même Code est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 26. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « Conseil régional wallon » sont remplacés par les mots « Parlement wallon »;

2^o le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 10. Dans le livre I, titre I, du même Code, il est inséré un chapitre X intitulé « De la SA Immowal ».

Art. 11. Dans le chapitre X inséré par l'article 10, il est inséré un article 31/1. D. rédigé comme suit :

« Art. 31/1. D. — Une société anonyme est constituée sous la dénomination « SA Immowal », ci-après dénommée « la société », conformément au Code des sociétés, et sans préjudice des dispositions dérogatoires du présent Code, à laquelle sont confiées des missions définies à l'article 31/2.D. ».

Art. 12. Dans le même chapitre X, il est inséré un article 31/2.D rédigé comme suit :

« Art. 31/2.D. — La société effectue pour compte propre ou pour compte du Commissariat général au Tourisme, toute opération à caractère immobilier, telle que l'achat, la détention, la vente, la cession, l'échange, la construction, la gestion au sens le plus large de tous biens immeubles de toute nature, en vue de valoriser tout bien immobilier dont la propriété relève de la Région wallonne ou du Commissariat général au Tourisme.

La société, moyennant décision du Gouvernement, peut également agir pour le compte de la région ou de toute personne morale de droit public qui en dépend. Ainsi, outre les missions de service public confiées à la société concernant notamment la valorisation de biens immobiliers du Commissariat général au Tourisme et ceux détenus par la région de langue française, la société peut également valoriser des biens immobiliers confiés à ou détenus par d'autres acteurs publics.

Le Gouvernement peut confier à la société des missions déléguées en lien avec l'offre touristique.

Pour tout ce qui n'est pas réglé par ou en vertu du présent décret ou par les statuts de la société, les règles relatives aux sociétés commerciales sont applicables et les actes de la société sont réputés commerciaux.

La société est soumise au contrôle du Gouvernement, s'exerçant par l'intervention de deux commissaires qu'il nomme. ».

Art. 13. Dans le livre I, titre I, du même Code, il est inséré un chapitre XI intitulé « De Wallonie Belgique Tourisme ».

Art. 14. Dans le chapitre XI inséré par l'article 13, sont insérés les articles 31//3.D et 31/4.D rédigés comme suit :

« Art. 31/3.D. — Une association sans but lucratif est constituée sous la dénomination « Wallonie Belgique Tourisme », ci-après WBT, conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, et sans préjudice des dispositions dérogatoires du présent Code, à laquelle sont confiées des missions définies à l'article 31/4.D.

WBT est classée parmi les organismes de type 3 visés au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes. Les dispositions de ce décret s'appliquent pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent Code.

Art. 31/4.D - WBT est chargée de :

1° définir le contenu de l'image touristique de la région de langue française qui inclut l'analyse et la conception du contenu marketing et de la stratégie y afférente;

2° structurer l'offre touristique tant loisirs que pour affaires et motifs professionnels en région de langue française et veiller à l'organisation de celle-ci de par la création de produits touristiques, le cas échéant en collaboration avec tout autre organisme concerné en matière de tourisme;

3° concevoir et réaliser des publications et brochures officielles mettant en valeur les produits touristiques de la région de langue française, le cas échéant en collaboration avec tout autre organisme concerné en matière de tourisme;

4° concevoir, alimenter et veiller à promouvoir les sites internet de valorisation de l'offre touristique wallonne auprès du marché wallon et des marchés étrangers, en ce compris Bruxelles et la Flandre en lien avec la base de donnée visée à l'article 5.D, § 2, alinéa 2, 5°, le cas échéant en collaboration avec tout autre organisme concerné en matière de tourisme;

5° installer et gérer des bureaux touristiques situés en dehors du territoire de la région de langue française;

6° faire connaître le patrimoine, les infrastructures et initiatives touristiques de la région de langue française en organisant des actions de promotion sur son territoire, dans les autres régions et à l'étranger, le cas échéant en collaboration avec tout autre organisme concerné en matière de tourisme;

7° participer à des foires et salons et coordonner le cas échéant la participation avec tout autre organisme concerné en matière de tourisme;

8° prospecter les marchés dans le domaine du tourisme.

Le Gouvernement peut préciser les missions visées à l'alinéa 1^{er}.

WBT peut disposer des données et des analyses réalisées par le Commissariat général au Tourisme visées à l'article 5.D, 7° pour l'accomplissement de ses missions. WBT est soumise au contrôle du Gouvernement, s'exerçant par l'intervention d'un commissaire qu'il nomme. ».

Art. 15. A l'article 33.D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1°) à l'alinéa 1^{er}, le 1° est complété par ce qui suit :

« notamment par :

a) l'étude, la conception, l'élaboration et l'organisation d'actions à l'échelon provincial et supracommunal en concertation avec les organismes touristiques de son ressort, la ou les intercommunales de son ressort œuvrant dans le tourisme, ainsi qu'avec tout service de son administration communale ou provinciale en charge d'une attraction touristique;

b) la promotion des actions visées au a);

c) le soutien aux organismes touristiques à un meilleur usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le cadre de leurs missions, sous la coordination du Commissariat général au Tourisme. »;

2°) à l'alinéa 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° coordonner les actions entreprises par les maisons du tourisme de tout ou partie de son ressort, en ce compris des maisons du tourisme relevant pour partie d'une autre fédération provinciale du tourisme. ».

Art. 16. Dans l'article 34.D. du même Code, modifié par le décret du 17 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° être constituée sous la forme d'une fondation ou d'une association sans but lucratif qui poursuit des missions visées à l'article 34.D., alinéa 1^{er}, 2°, dont peuvent être membres, par dérogation au décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes, les communes ainsi que, le cas échéant, les offices du tourisme et syndicats d'initiative du ressort territorial concerné ou d'autres personnes, physiques ou morales, actives dans le secteur touristique du ressort; »;

b) dans l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 1°/1 rédigé comme suit :

« 1°/1. Le Gouvernement approuve les statuts selon les modalités et la procédure qu'il détermine »;

c) dans l'alinéa 1^{er}, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° avoir pour objet :

a) l'accueil et l'information permanents du touriste et de l'excursionniste;

b) le soutien des activités touristiques de son ressort notamment par la réalisation d'actions de promotion et d'animation ainsi que l'organisation et le développement touristique;

c) la collaboration et l'échange d'informations, avec le Commissariat général au Tourisme, en matière d'offres touristiques relevant de son ressort territorial;

d) la coordination des actions entreprises par les offices du tourisme et les syndicats d'initiative de son ressort destinées à reconnaître les itinéraires touristiques balisés de son territoire par le Commissariat général au Tourisme, le cas échéant de prendre les dispositions nécessaires pour assurer cette reconnaissance;

e) en collaboration avec les offices du tourisme et les syndicats d'initiative, de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la qualité et l'entretien des itinéraires touristiques balisés;

f) l'alimentation et la transmission des informations à Wallonie Belgique Tourisme en vue de la conception et l'élaboration de produits touristiques;

g) la mise à disposition, pour l'ensemble des organismes touristiques de son ressort territorial, d'un système d'informations touristiques, accessible également en dehors des heures d'ouverture par tout moyen de communication existant;

h) la mise à disposition d'une documentation touristique régionale, provinciale et locale au profit du public ainsi que des offices du tourisme et des syndicats d'initiative de son ressort; »;

d) dans l'alinéa 1^{er}, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o être dotée au minimum d'un bureau d'accueil et d'information, pouvant être composé d'un ou plusieurs immeubles, indépendant d'une habitation privée et clairement identifiable lorsque le bâtiment est commun avec toute exploitation commerciale; »;

e) dans l'alinéa 1^{er}, le 5^o est remplacé par ce qui suit :

« 5^o conclure avec la Région wallonne un contrat-programme portant sur une période de trois ans, et spécifiant :

a) le ressort territorial de la maison du tourisme;

b) les actions menées en vue de l'accomplissement des missions visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o, en concertation avec les offices du tourisme et les syndicats d'initiative du ressort ainsi qu'avec toute fédération provinciale du tourisme concernée;

c) les heures d'ouverture journalière du bureau d'accueil de la maison du tourisme en spécifiant celles exercées en commun au sein d'un même bâtiment avec tout office du tourisme ou syndicat d'initiative;

d) les collaborations et synergies mises en œuvre avec les offices du tourisme, syndicats d'initiative et tout autre opérateur, public ou privé, agissant sur le même ressort territorial que la maison du tourisme;

e) les langues pratiquées au sein du bureau d'accueil et d'information; »;

f) dans l'alinéa 1^{er}, au 6^o, le mot « privés » est inséré entre les mots « opérateurs touristiques » et les mots « de leur ressort » et le point est complété par les mots « , en favorisant les représentants d'associations professionnelles »;

g) l'alinéa 1^{er} est complété par un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o à l'exception des maisons du tourisme qui coopèrent avec des communes relevant d'autres régions et sur accord du Gouvernement, couvrir le territoire d'au moins quatre communes et s'inscrire dans la configuration du paysage touristique telle que définie par le Gouvernement. »;

h) deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le Gouvernement peut déroger au nombre de communes prévu à l'alinéa 1^{er}, 7^o.

L'on entend par opérateur touristique privé, toute personne physique ou morale, du secteur privé, qui exerce une mission ou une activité professionnelle présentant un lien direct ou indirect avec le secteur du tourisme et dont :

1^o soit l'activité est financée à concurrence d'au moins 51 % par des investisseurs privés;

2^o soit plus de la moitié des membres des organes de gestion sont issus du secteur privé. »;

i) l'alinéa 4, anciennement alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement fixe les documents et la procédure pour l'adoption des contrats-programmes »;

j) l'alinéa 5, anciennement alinéa 3, est abrogé;

k) dans l'alinéa 6, anciennement alinéa 4, les 2^o et 3^o sont remplacés par ce qui suit :

« 2^o respecter les missions telles que définies à l'article 34. D, 2^o;

3^o ne pas empiéter sur le territoire d'une autre maison du tourisme sauf convention de partenariat conclue entre elles; en ce cas, les missions sont exercées dans les limites définies par cette convention; ».

Art. 17. Dans l'article 38.D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, au 2^o, les mots « d'une exploitation commerciale ou » sont supprimés;

2^o à l'alinéa 2 :

a) le 1^o est abrogé;

b) le 2^o est complété par les mots « en ce compris toute publication émise par la maison du tourisme active sur le même territoire, par la ou les fédération(s) touristique(s) provinciale(s) dont relève la maison du tourisme précitée, ainsi que par l'asbl Wallonie Belgique Tourisme ».

Art. 18. Dans l'article 39.D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, au 2^o, les mots « d'une exploitation commerciale ou » sont supprimés;

2^o à l'alinéa 2 :

a) le 1^o est abrogé;

b) le 2^o est complété par les mots « en ce compris toute publication émise par la maison du tourisme active sur le même territoire, par la ou les fédération(s) touristique(s) provinciale(s) dont relève la maison du tourisme précitée, ainsi que par l'asbl Wallonie Belgique Tourisme ».

Art. 19. L'article 42.D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42. D - Le Gouvernement fixe les documents, les délais, les modalités et les procédures relatives à la reconnaissance et au renouvellement de reconnaissance en tant qu'organisme touristique.

La restructuration d'un ou plusieurs organismes touristiques est assimilée à une demande de reconnaissance. ».

Art. 20. Les articles 44.D et 45.D du même Code sont abrogés.

Art. 21. Dans l'article 46.D du même Code, les mots « Commissariat général au Tourisme » sont remplacés par le mot « Gouvernement » et l'article est complété par les mots « selon la procédure qu'il détermine ».

Art. 22. Les articles 47.D à 55.D du même Code sont abrogés.

Art. 23. Dans l'article 65.D du même Code, alinéas 1^{er} et 2, les mots « subvention de fonctionnement et d'animation annuelle » sont à chaque fois remplacés par les mots « subvention destinée à couvrir les frais de fonctionnement et d'animation liés à l'accomplissement de leurs missions ».

Art. 24. A l'article 68.D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le montant « 42.500 euros » est remplacé par le montant « 75.000 euros »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le montant de la subvention visée à l'article 65.D, alinéa 2, correspond à la somme de quotes-parts attribuées à toutes les communes faisant partie du ressort territorial de la maison du tourisme.

La quote-part attribuée à une commune, visée à l'alinéa 2, est déterminée en répartissant la subvention de fonctionnement de la maison du tourisme dont elle était membre au 30 novembre de l'année N-1 selon le calcul suivant :

a) 60 % répartis en parts égales pour chaque commune;

b) 20 % répartis proportionnellement au nombre de personnes inscrites par commune au registre de population au 1^{er} janvier de l'année N;

c) 20 % répartis proportionnellement au nombre de lits disponibles par commune au sein d'hébergements touristiques reconnus par ou en vertu du présent Code au 1^{er} janvier de l'année N.

Par dérogation à l'alinéa 3, une commune ne bénéficie d'aucune quote-part lorsqu'elle quitte le ressort territorial d'une maison du tourisme sans y avoir fait partie depuis au moins six ans. ».

Art. 25. Dans l'article 70. D du même Code, les mots « lettre recommandée à la poste avec accusé de réception » sont remplacés par les mots « envoi certifié ».

Art. 26. Dans le livre I, titre II, le chapitre IV, comportant les articles 74. D à 76. D, modifié par le décret du 17 décembre 2015, est abrogé.

Art. 27. Dans l'intitulé du titre III, du livre I, du même Code, le mot « supérieur » est abrogé.

Art. 28. Dans l'intitulé du chapitre I, du livre I, titre III, du même Code, les mots « de la composition » et le mot « supérieur » sont abrogés.

Art. 29. L'article 77. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Conseil du Tourisme est composé :

1° d'un membre de chacun des comités techniques sur proposition de ces comités;

2° de quatre personnes, non membres d'un comité technique, réputées pour leurs compétences acquises dans l'exercice d'activités régulières, présentes ou passées, dans le secteur du tourisme;

3° de deux représentants des organisations représentatives des travailleurs et deux représentants des organisations représentatives des employeurs, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie.

Chaque membre a un suppléant. Le Gouvernement désigne les membres visés à l'alinéa 1^{er}. Il désigne, parmi ceux-ci, le président du Conseil du Tourisme.

Parmi les membres repris à l'alinéa 1^{er}, 2°, le Gouvernement veille à assurer la représentation des secteurs du tourisme qui ne disposent pas de comité technique ainsi que celle de Wallonie Belgique Tourisme, dans le respect de l'article 92^{ter}, alinéa 2 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

§ 2. Le secrétariat du Conseil du Tourisme est assuré par le Conseil économique et social de Wallonie.

§ 3. Le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative s'applique au Conseil du Tourisme. ».

Art. 30. Dans l'article 78. D du même Code, le mot « supérieur » est abrogé et les mots « visés à l'article 80. D » sont insérés entre les mots « comités techniques » et les mots « , des groupes ».

Art. 31. Dans l'article 79. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « supérieur » est à chaque fois abrogé;

2° à l'alinéa 2, les mots « conseil régional » sont remplacés par le mot « Parlement »;

3° les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 32. Dans l'article 80. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, la référence « 11° » est remplacée par la référence « 23° »;

b) au 4°, les références « 26° et 29° » sont remplacées par les références « 11° et 12° »;

c) au 5°, les mots « du tourisme de terroir » sont remplacés par les mots « des hébergements touristiques de terroir » et les références « 15° et 16° » sont remplacées par les références « 29° et 35° »;

d) au 6°, les mots « et des résidences de tourisme » sont abrogés et les références « 33° et 41° » sont remplacées par la référence « 53° »;

e) au 7°, les mots « de deux représentants » sont remplacés par les mots « composé au minimum d'un représentant » et le mot « sept » est remplacé par le mot « quatre »;

f) l'article est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° le comité technique des guides touristiques, de représentants des guides touristiques, des utilisateurs et des filières de formation. ».

Art. 33. A l'article 81. D du même Code, à l'alinéa 1^{er}, 1°, le mot « supérieur » est abrogé.

Art. 34. A l'article 82. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de douze » sont remplacés par les mots « au minimum de six membres et au maximum de douze »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « d'une part, » et les mots « et, d'autre part, une liste double de quatre noms parmi lesquels le Gouvernement choisit deux membres et deux suppléants au Conseil supérieur du tourisme » sont abrogés.

Art. 35. A l'article 83. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « du Conseil supérieur du tourisme et » sont abrogés, les mots « Conseil régional » sont remplacés par le mot « Parlement » et les mots « Toutefois, le Conseil supérieur du tourisme et » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 1^{er}, aux alinéas 2 et 3, les mots « du Conseil supérieur du tourisme et » sont à chaque fois abrogés;

3° dans le paragraphe 2, à l'alinéa 1^{er}, les mots « du Conseil supérieur du tourisme et » sont abrogés;

4° dans le paragraphe 2, à l'alinéa 3, les mots « Le Conseil supérieur du tourisme et » et les mots « le Conseil supérieur du tourisme ou » sont abrogés;

5° dans le paragraphe 2, à l'alinéa 4, les mots « du Conseil supérieur du tourisme et » sont abrogés;

6° dans le paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Le Commissariat général au Tourisme a pour tâche la coordination des avis émanant des comités techniques tels que prévus à l'article 81. D, 1°. »;

7° dans le paragraphe 2, aux alinéas 6 et 7, anciennement et respectivement alinéas 5 et 6, les mots « du Conseil supérieur du tourisme et » sont à chaque fois abrogés.

Art. 36. L'article 88.D, du même Code, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 88. D. Par dérogation à l'article 34. D., alinéa 1^{er}, 1°, les maisons du tourisme constituées sous la forme d'une intercommunale en date du 31 décembre 2016 disposent d'un délai d'un an, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, pour acquérir le statut d'asbl. ».

Art. 37. L'article 95.D, du même Code, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 95. D. Pour l'année civile 2017, le montant de la subvention visée à l'article 68.D, alinéa 2, est octroyé trimestriellement. Sans préjudice de l'article 85.D, lorsqu'au terme d'un trimestre, la maison du tourisme ne respecte pas la condition visée à l'article 34.D, 7°, elle ne perçoit que 50 % de sa subvention trimestrielle. ».

Art. 38. Les articles 96. D à 98. D. et 100. D. du même Code sont abrogés.

CHAPITRE III. — Modifications du Livre II. Des attractions touristiques

Art. 39. Au titre premier, livre II du même Code, l'intitulé est remplacé par ce qui suit :

« Titre premier - Des publications touristiques ».

Art. 40. Dans l'article 108. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de la publication de brochures » sont remplacés par les mots « des publications »;

2° à l'alinéa 2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi certifié »;

3° l'alinéa 3 est complété par ce qui suit :

« selon la procédure fixée par le Gouvernement »;

4° à l'alinéa 4, les mots « Il est statué conformément à la procédure organisée aux articles 125. D à 129. D. » et l'expression « à 154.D » sont abrogés.

Art. 41. Dans l'article 110.D du même Code, l'expression « article 1.D, 3° » est remplacée par l'expression « article 1.D, 5° ».

Art. 42. Dans l'article 111.D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, l'expression « article 1.D, 3° » est remplacée par l'expression « article 1.D, 5° »;

2° au 4°, l'expression « 130.D, alinéa 2 » est remplacée par l'expression « 130.D, alinéa 3 ».

Art. 43. Dans l'article 113.D du même Code, la phrase est complétée par ce qui suit :

« , à l'exception des cas prévus par le Gouvernement ».

Art. 44. L'article 114. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 114. D. — Le Gouvernement fixe les documents, les modalités et les procédures relatifs à l'octroi d'autorisation d'utiliser la dénomination protégée visée à l'article 1^{er}.D, 5° à son renouvellement et à son retrait. En cas de renouvellement, il peut prévoir une procédure simplifiée. ».

Art. 45. Les articles 116. D à 119. D, 122. D, 123. D, 125. D à 129. D, du même Code sont abrogés.

Art. 46. A l'article 130.D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) l'expression « article 1.D, 3° » est remplacée par l'expression « article 1.D, 5° »;

b) les 3° à 5° sont abrogés;

2° un alinéa 2 est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 3, anciennement alinéa 2, rédigé comme suit :

« Elles portent au minimum sur :

1° l'état d'entretien, de salubrité, de propreté, et la sécurité de l'attraction touristique;

2° la moralité du demandeur de l'autorisation, de son titulaire ou de la personne assumant la gestion journalière de l'attraction touristique;

3° les informations relatives à la fréquentation de l'attraction touristique que celle-ci doit fournir. »;

3° à l'alinéa 3, anciennement alinéa 2, les mots « des points 1° et 2° de l'alinéa 1^{er} » sont remplacés par l'expression « de l'alinéa 1^{er}, 1° et 2° ».

Art. 47. A l'article 132.D du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ces critères portent au minimum sur les périodes d'ouverture. ».

Art. 48. A l'article 142. D du même Code, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi certifié ».

Art. 49. L'article 143. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 143. D - Le Gouvernement fixe les documents, les modalités et les procédures relatifs à la révision du classement d'une attraction touristique. ».

Art. 50. Les articles 145. D à 147. D du même Code sont abrogés.

Art. 51. Dans l'article 148. D du même Code, les mots « aux articles 125. D à 129. D » sont remplacés par les mots « par le Gouvernement. ».

Art. 52. Dans l'article 149.D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , selon la procédure et les modalités qu'il définit, » sont insérés entre le mot « Gouvernement » et les mots « à l'encontre »;

2° à l'alinéa 1^{er}, au 2°, l'expression « 130.D, alinéa 2 » est remplacée par l'expression « 130.D, alinéa 3 »;

3° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 53. Les articles 150. D à 154.D du même Code sont abrogés.

Art. 54. Dans l'article 173. D, alinéa 1^{er}, du même Code, le mot « accorde » est remplacé par les mots « peut accorder ».

Art. 55. Dans l'article 175. D, alinéa 1^{er}, du même Code, l'expression « 20 % » est remplacée par l'expression « 30 % ».

Art. 56. A l'article 181. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le montant « 100.000 euros » est remplacé par le montant « 200.000 euros »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 4, les mots « l'article 3 du Règlement (CE) n°1998/2006 du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis » sont remplacés par les mots « l'article 6 du Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. ».

Art. 57. L'article 182.D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement fixe les documents, les modalités et la procédure relatifs à l'octroi et la liquidation des subventions. ».

Art. 58. Dans l'article 185. D, § 2, du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La liquidation de la subvention est effectuée pour autant que l'attraction touristique soit fonctionnelle et dispose de l'autorisation d'user de la dénomination attraction touristique au moment de la liquidation. ».

Art. 59. A l'article 190. D, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, les mots « du juge de police » sont remplacés par les mots « du juge d'instruction selon la procédure prévue à l'article 24, § 2, du Code pénal social ».

Art. 60. Dans l'article 192. D, § 1^{er}, du même Code, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Dans les cas suivants, le contrevenant encourt une amende administrative dont le montant n'excède pas 125 euros :

1° le non-respect de la procédure relative à une demande d'autorisation en tant qu'attraction touristique;

2° le non-signalement, par le titulaire de l'autorisation, de toute modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi de l'autorisation auprès du Commissariat général au Tourisme;

3° une infraction aux articles 142. D et 188. D;

4° une infraction à toute disposition prise en exécution des actes visés aux 1° à 3°. ».

Art. 61. A l'article 193. D, § 1^{er}, du même Code, les mots « contrevient aux articles 119.D, 122.D, 142. D, 188. D ou aux dispositions prises en exécution de ces articles » sont remplacés par les mots « ne respecte pas la procédure d'autorisation prévue par l'article 114.D ou les articles 142. D et 188. D ou les dispositions prises en exécution de ces articles. ».

Art. 62. L'article 197. D, du même Code, est abrogé.

CHAPITRE IV. — Modifications du Livre III. Des établissements d'hébergement touristique

Art. 63. Dans le même Code, l'intitulé du livre III est remplacé par ce qui suit : « Des hébergements touristiques ».

Art. 64. Dans l'article 199. D, alinéa 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « par voie électronique et » sont introduits entre les mots « lui fournir, » et les mots « dans les trente » et les mots « établissements d'hébergement touristique » sont remplacés par les mots « hébergements touristiques », et les mots « de la publication de brochures » sont remplacés par le mot « publications »;

2° à l'alinéa 2, l'expression « aux articles 217.D à 221.D » est remplacée par l'expression « à l'article 217.D » et l'expression « à 293.D » est abrogée.

Art. 65. Dans le livre III, du même Code, l'intitulé du titre II est remplacé par ce qui suit :

« Des établissements hôteliers, des hébergements touristiques de terroir, des meublés de vacances, des campings touristiques et des villages de vacances ».

Art. 66. Dans le livre III, titre II, du même Code, l'actuel chapitre I est renuméroté en chapitre *Ibis*.

Art. 67. Dans le livre III, titre II, du même Code, il est inséré un chapitre I^{er} intitulé : « Des conditions d'exploitation ».

Art. 68. Dans le chapitre I du même Code, inséré par l'article 67, il est inséré un article 201/1. D rédigé comme suit :

« Art. 201/1. D. § 1^{er}. Tout exploitant d'un hébergement touristique respecte les conditions suivantes :

1° disposer d'une attestation de sécurité incendie ou, le cas échéant, d'une attestation de contrôle simplifié, délivrée en conformité avec le livre III, titre IV, chapitre 1^{er} relatif à la sécurité incendie;

2° ne pas proposer une durée de séjour inférieure à une nuit;

3° disposer d'une assurance couvrant la responsabilité civile des dommages causés par l'exploitant ou par toute personne en charge de l'exploitation de l'hébergement touristique;

4° ne pas avoir été condamné en Belgique, conformément à une décision coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique pour une infraction qualifiée au livre II, titre VII, chapitres V, VI et VII, titre VIII, chapitres I^{er}, IV et VI, et titre IX, chapitres I^{er} et II, du Code pénal, ou prononcée à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf s'il a été sursis à l'exécution de la peine et que le condamné n'a pas perdu le bénéfice du sursis.

Tout exploitant d'un hébergement touristique effectue une déclaration auprès du Commissariat général au Tourisme portant sur le respect des conditions énumérées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 4°. Le Gouvernement précise les modalités et la procédure relatives à l'accomplissement de cette déclaration.

A tout moment, l'exploitant peut faire l'objet de contrôle pour vérifier le respect des conditions selon les modalités prévues par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, aucune déclaration n'est requise si, pendant soixante jours par an au maximum, le terrain est affecté à la pratique du camping par des groupes membres d'une organisation de jeunesse reconnue par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ou encore par l'autorité compétente de tout Etat membre de l'Union européenne et n'utilisant que des tentes comme abris mobiles.

§ 2. Outre le respect des conditions visées au paragraphe 1^{er}, tout hébergement de grande capacité, qu'il soit reconnu ou non par le Commissariat général au Tourisme, répond à un des deux critères suivants :

1° être en dehors d'un noyau habité, à une distance garantissant la quiétude des riverains;

2° l'exploitant de l'hébergement touristique ou la personne chargée de la gestion journalière de l'hébergement touristique assure la présence d'un responsable dûment mandaté en permanence sur place ou à proximité immédiate et veille à la bonne application du contrat de location ainsi qu'au strict respect de la quiétude des riverains.

L'exploitant de l'hébergement touristique s'assure que les occupants de ce dernier respectent les riverains et leur quiétude normale.

Lorsque le bourgmestre concerné interpelle le Commissariat général au Tourisme parce que les occupants d'un hébergement touristique troublent la quiétude des riverains, le Commissariat général au Tourisme avise le bourgmestre de la suite donnée à son interpellation dans les trois mois de la réception de celle-ci. ».

Art. 69. Dans le même chapitre I, il est inséré un article 201/4. D rédigé comme suit :

« Art. 201/4. D. Tout intermédiaire visé à l'alinéa 2 communique, pour les hébergements touristiques situés en région de langue française pour lesquels il effectue des démarches de promotion, aux fonctionnaires et agents visés à l'article 494.D, sur demande écrite, les données visant à identifier l'exploitant et les coordonnées des hébergements touristiques. Ces données sont collectées par voie de sondage ou en cas de suspicion du non-respect des conditions prévues par ou en vertu de l'article 201/1. D ou en cas de plainte émise à l'encontre d'un hébergement touristique.

Le Gouvernement précise les modalités relatives à la transmission des données. ».

Art. 70. Dans l'article 202. D du même Code, l'expression « article 1. D, 11°, 15°, 16°, 19°, 26°, 29°, 33° et 41° » est remplacée par l'expression « article 1. D, 11°, 12°, 23°, 29°, 35°, 47° et 53° », et les mots « établissement d' » sont abrogés.

Art. 71. Dans l'article 203. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans l'alinéa 1^{er}, aux 2°, 3°, 5° et 6°, les mots « établissement d' » sont à chaque fois abrogés;
- b) dans l'alinéa 2, les mots « terrain de » sont abrogés;
- c) dans l'alinéa 2, au 1° les mots « terrains de camping » sont remplacés par le mot « campings » et les mots « , saisonniers et résidentiels » sont remplacés par les mots « et saisonniers ».

Art. 72. A l'article 205. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « établissement d' » sont abrogés;

2° la phrase est complétée par ce qui suit :

« , à l'exception des cas prévus par le Gouvernement ».

Art. 73. L'article 206. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement fixe les documents, les modalités et les procédures relatifs à l'octroi de l'autorisation visée à l'article 202. D. Il peut prévoir une procédure simplifiée lorsque l'exploitation est reprise par le cohabitant, un ascendant ou un descendant au premier degré.

La demande d'autorisation peut contenir une demande de dérogation aux conditions d'octroi de l'autorisation et d'utilisation d'une dénomination visées à l'article 222. D, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ou aux critères de classement visés à l'article 262. D. ».

Art. 74. Les articles 208.D à 211.D et 215. D du même Code, sont abrogés.

Art. 75. Dans l'article 216. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées aux 2° et 3°, les mots « de l'hébergement touristique du terroir, » sont insérés entre le mot « hôtelier, » et les mots « du meublé », les mots « terrain de » et les mots « ou de la résidence de tourisme » sont abrogés et le mot « ou » est introduit entre les mots « camping touristique, » et les mots « du village ».

Art. 76. L'article 217. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 217. D. Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités relatives au retrait d'autorisation. ».

Art. 77. Les articles 218. D à 221. D du même Code sont abrogés.

Art. 78. Dans l'article 222. D, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans l'alinéa 1^{er}, les références « 11°, 15°, 16°, 19°, 26°, 29°, 33° et 41° » sont remplacées par les références « 11°, 12°, 23°, 29°, 35°, 47° et 53° » et le mot « établissement » est abrogé;
- b) dans l'alinéa 1^{er}, aux 1° et 3°, les mots « terrain de » sont à chaque fois abrogés;
- c) dans l'alinéa 1^{er}, aux 4° et 7°, les mots « établissement d' » sont à chaque fois abrogés;
- d) dans l'alinéa 2, au 4°, les mots « terrains de camping touristique » sont remplacés par les mots « campings touristiques ».

Art. 79. L'article 223. D du même Code est abrogé.

Art. 80. L'article 228. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 228.D. L'hébergement touristique de terroir répond aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° le titulaire de l'autorisation est une personne physique;
 - 2° le titulaire et son cohabitant ne peuvent pas offrir plus de cinq hébergements touristiques de terroir au titre de gîte rural, gîte citadin ou gîte à la ferme ainsi que pas plus de cinq hébergements touristiques de terroir au titre de chambre d'hôtes ou chambre d'hôtes à la ferme;
 - 3° l'obligation d'assurer un accueil du touriste;
 - 4° aux conditions relatives à la restauration fixées par le Gouvernement;
- Le Gouvernement précise ces conditions. ».

Art. 81. Les articles 229. D à 232. D du même Code sont abrogés.

Art. 82. Dans l'intitulé de la section IV du livre III, titre II, chapitre II, les mots « et vitrines de terroir » sont abrogés.

Art. 83. Dans le livre III, titre II, chapitre II, l'intitulé de la section V est remplacé par ce qui suit :

« Des campings touristiques et campings à la ferme ».

Art. 84. L'article 244. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 244. D - Un abri fixe :

- 1° reste la propriété du titulaire de l'autorisation ou du propriétaire du camping;
- 2° est exclusivement loué aux campeurs de passage;
- 3° n'est pas utilisé en qualité d'habitat permanent;
- 4° est installé dans une zone prévue à cet effet.

Le nombre d'abris fixes ne peut pas être supérieur à 40 % du nombre total des emplacements d'un camping touristique. ».

Art. 85. Dans le même Code, il est inséré un article 249/1. D rédigé comme suit :

« Art. 249/1. D - La pratique du camping est interdite :

- 1° sur les voies publiques, à l'exception des aires d'accueil pour motorhomes;

2° dans un rayon de cent mètres des points d'eau captée pour la consommation humaine;

3° dans un site classé par les autorités compétentes.

La pratique du camping occasionnel en dehors des voies publiques est autorisée à titre précaire au moyen de tentes, de caravanes routières et de motorhomes moyennant un accord préalable et écrit du bourgmestre à l'occasion de manifestations sportives, culturelles ou sociales ponctuelles, organisées par des associations légalement constituées.

Le bourgmestre vérifie que toutes les dispositions sont prises en vue de garantir l'hygiène, la sécurité, la tranquillité publique et le bon aménagement des lieux. En cas de carence grave à ces dispositions, le bourgmestre peut mettre fin immédiatement à l'occupation des lieux. ».

Art. 86. Dans le même Code, il est inséré un article 252/1. D rédigé comme suit :

« Art. 252/1. D - Tout camping à la ferme :

1° a une capacité maximale de six abris mobiles et de trente personnes ci-après dénommé « aire d'accueil à la ferme » ou;

2° a une capacité située entre sept et quatorze abris mobiles et une capacité maximale de quarante-cinq personnes ou;

3° a une capacité située entre quinze et vingt abris mobiles et une capacité maximale de soixante personnes. ».

Art. 87. Dans le livre III, titre II, chapitre II, la section VII intitulée « des résidences du tourisme » est abrogée.

Art. 88. Dans l'article 262. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « les terrains de camping touristique, à l'exception des terrains de camping à la ferme et les villages de vacances sont tenus de respecter » sont remplacés par les mots « les campings touristiques, à l'exception des campings à la ferme, et les villages de vacances respectent » et les mots « établissement d' » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, les mots « établissements d'hébergement touristique » sont remplacés par les mots « hébergements touristiques ».

Art. 89. Dans l'article 264. D du même Code, les mots « le terrain de camping touristique, le village de vacances, l'unité de séjour ou la résidence de tourisme » sont remplacés par les mots « le camping touristique ou le village de vacances ».

Art. 90. Dans l'article 266. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Un seul et unique classement est accordé par village de vacances et comprend également le classement des unités de séjour. »;

2° dans le paragraphe 2, les mots « d'une unité de séjour » sont remplacés par les mots « d'un village de vacances ».

Art. 91. Dans l'article 267. D du même Code, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 92. Dans l'article 280. D du même Code, les mots « , selon la procédure déterminée par le Gouvernement, » sont insérés entre le mot « révise » et les mots « le classement » et les mots « d'un terrain de camping touristique, d'un village de vacances, d'une unité de séjour ou d'une résidence de tourisme » sont remplacés par les mots « d'un camping touristique ou d'un village de vacances ».

Art. 93. Les articles 281. D et 284. D à 287. D du même Code sont abrogés.

Art. 94. Dans l'article 288. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement détermine la procédure applicable en cas de recours contre une décision visée à l'alinéa 1^{er}. »;

2° les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 95. Les articles 289. D à 293. D du même Code sont abrogés.

Art. 96. Dans l'article 296. D, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° un médiateur de la Région wallonne; »;

b) au 4°, les mots « du tourisme de terroir » sont remplacés par les mots « des hébergements touristiques du terroir »;

c) au 7°, les mots « et des résidences de tourisme » sont abrogés.

Art. 97. Dans l'article 297. D du même Code, les mots « d'établissement » sont abrogés.

Art. 98. Dans l'article 332. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « établissement d' » sont supprimés et l'expression « visée à l'article 201/1. D, § 1^{er}, 1° » est insérée entre les mots « sécurité-incendie » et le mot « , sauf »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 99. L'article 333. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 333. D. L'attestation de sécurité-incendie est obtenue, selon les modalités et la procédure déterminées par le Gouvernement, pour chaque bâtiment ou pour chaque partie de bâtiment. ».

Art. 100. Dans l'article 336. D du même Code, les mots « établissement d' » sont abrogés.

Art. 101. Les articles 338. D et 340. D à 343. D sont abrogés.

Art. 102. Dans le livre III, titre IV, chapitre 1^{er}, du même Code, il est inséré une section *IIbis* intitulée « - Des mesures de contrainte ».

Art. 103. Dans la section *IIbis* insérée par l'article 102, il est inséré un article 343/1. D rédigé comme suit :

« Art. 343/1. D - Lorsque l'hébergement touristique ne dispose pas d'attestation de sécurité incendie ou de contrôle simplifié pour garantir la sécurité de ses occupants, le bourgmestre peut :

1° ordonner la cessation totale ou partielle de l'exploitation de l'établissement;

2° mettre l'établissement sous scellés et, au besoin, procéder à sa fermeture provisoire immédiate;

3° prendre toute mesure utile pour garantir la sécurité de l'établissement en matière d'incendie. ».

Art. 104. L'article 344. D du même Code est complété par les alinéas 3 et 4 rédigés comme suit :

« La dérogation a une durée de validité de vingt ans pour autant que le bâtiment, la partie de bâtiment ou son équipement ne fait pas l'objet de transformation susceptible de remettre en cause sa sécurité en matière d'incendie.

Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à l'octroi de dérogation. ».

Art. 105. Dans l'article 345.D, du même Code, l'alinéa 1^{er} est abrogé.

Art. 106. L'article 346.D du même Code est abrogé.

Art. 107. L'article 347. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 347. D. Par dérogation à l'article 332. D, une attestation de contrôle simplifié est délivrée par le bourgmestre aux conditions cumulatives, fixées par le Gouvernement et précisées à l'annexe 18, et portant sur des exigences minimales à respecter à l'égard des équipements et des installations pour prévenir l'incendie et assurer la sécurité des personnes.

Le bourgmestre peut, moyennant décision du collège, déléguer sa compétence d'octroi d'attestation de contrôle simplifié à un organisme désigné par le Gouvernement. ».

Art. 108. Dans l'article 354. D, alinéa 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « auprès du Gouvernement » sont remplacés par les mots « , selon les modalités et la procédure fixées par le Gouvernement, auprès de ce dernier »;

b) le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o lorsqu'il n'a pas reçu la décision du bourgmestre ou de l'organisme visé à l'article 347.D, alinéa 2, dans les trois mois à dater de la réception de sa demande par ce dernier. »;

c) les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 109. Les articles 355. D à 359. D du même Code sont abrogés.

Art. 110. Dans l'article 362. D, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4^o, les mots « du tourisme » sont remplacés par les mots « des hébergements touristiques »;

b) au 7^o, le mot « supérieur » est supprimé;

c) au 8^o, les mots « et des résidences de tourisme » sont abrogés;

d) l'alinéa est complété par un 9^o rédigé comme suit :

« 9^o deux membres effectifs représentant les endroits de camp sur proposition de l'organisme agréé conformément à l'article 453. D. ».

Art. 111. Dans l'article 363. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le mot « supérieur » et les mots « d'établissement » sont abrogés;

2^o à l'alinéa 2, le mot « supérieur » et les mots « établissement d' » sont à chaque fois abrogés et les références « 11^o, 15^o, 16^o, 33^o ou 41^o » sont remplacées par les références « 11^o, 12^o, 23^o, 29^o, 35^o ou 53^o ».

Art. 112. Dans l'article 364. D du même Code, le mot « supérieur » est abrogé.

Art. 113. Dans l'article 376.D du même Code, le mot « accorde » est à chaque fois remplacé par les mots « peut accorder ».

Art. 114. Dans l'article 379. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'expression « 30 % » est remplacée par l'expression « 40 % »;

2^o l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 115. Dans l'article 380. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le montant « 5.000 » est remplacé par le montant « 7.500 »;

2^o l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 116. L'article 381. D, alinéa 1^{er}, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 381. D. Le Gouvernement fixe le montant total des subventions accordées pour un établissement hôtelier, lequel varie en fonction de la capacité d'hébergement. ».

Art. 117. Dans le livre III, titre V, du même Code, l'intitulé du Chapitre II est complété par ce qui suit : « et les meublés de vacances ».

Art. 118. Dans l'article 382.D du même Code, le mot « accorde » est remplacé par les mots « peut accorder » et l'expression « article 1.D, 15^o » est remplacée par l'expression « article 1.D, 29^o ».

Art. 119. Dans l'article 385. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, l'expression « 30 % » est remplacée par l'expression « 20 % »;

2^o l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 120. Dans l'article 386. D, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« 1^o. Aucune subvention ne peut être accordée lorsque le coût des acquisitions, travaux et honoraires est, taxe sur la valeur ajoutée déductible non comprise, inférieure à :

1^o 3.000 euros par gîte rural, gîte à la ferme ou gîte citoyen;

2^o 1.000 euros par chambre d'hôtes ou chambre d'hôtes à la ferme. »;

2^o l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 121. L'article 387. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art 387. D. Le Gouvernement fixe le montant total des subventions accordées pour un gîte rural, un gîte citoyen et un gîte à la ferme, lequel varie en fonction de la capacité d'hébergement. ».

Art. 122. Dans l'article 388.D, du même Code, le mot « accorde » est remplacé par les mots « peut accorder ».

Art. 123. Dans l'article 390. D, alinéa 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 1^o et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« 1^o 2.500 euros par meublé de vacances pouvant accueillir au maximum quinze personnes;

2^o 7.000 euros par meublé de vacances pouvant accueillir plus de quinze personnes;

b) le 3^o est abrogé.

Art. 124. Dans le livre III, titre V, du même Code, l'intitulé du chapitre IV est remplacé par ce qui suit :

« Des subventions pour les campings touristiques et les campings à la ferme ».

Art. 125. Dans l'article 391. D du même Code, le mot « accorde » est à chaque fois remplacé par les mots « peut accorder » et les mots « terrains de » sont à chaque fois abrogés.

Art. 126. L'article 395. D, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 395. D. § 1^{er}. Le taux de la subvention s'élève à 30 % du coût des acquisitions, travaux, honoraires et frais d'animation visés à l'article 391. D, alinéa 1^{er}.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le taux de la subvention est porté à 50 % du coût des investissements :

1° lorsque les travaux et acquisitions sont réalisés dans un camping touristique offrant un minimum de 50 % d'emplacements réservés aux campeurs de passage;

2° lorsque les travaux et acquisitions concernent le traitement, l'épuration et le déversement des eaux usées du camping, y compris l'égouttage général;

3° lorsque les travaux et acquisitions concernent ceux visés à l'article 391. D., alinéa 2;

4° lorsque les travaux et acquisitions sont destinés à mettre le camping touristique ou le camping à la ferme, en conformité avec les normes de base ou les normes spécifiques.

§ 2. Le taux de la subvention s'élève à 50 % des acquisitions, travaux et honoraires visés à l'article 391. D, alinéa 2. ».

Art. 127. Dans l'article 396. D du même Code, le montant « 5.000 » est remplacé par le montant « 7.500 », les mots « terrain de » sont abrogés, le montant « 1.000 » est remplacé par le montant « 1.500 » et les mots « terrain de » sont abrogés.

Art. 128. L'article 397. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art 397. D. Le montant total des subventions accordées pour un camping touristique ne peut pas dépasser 85.000 euros par période de trois ans, même s'il y a changement de propriétaire ou de titulaire de l'autorisation.

Le Gouvernement est habilité à fixer un plafond par catégorie de travaux ainsi que le montant total des subventions accordées par camping à la ferme, lequel varie notamment en fonction de la capacité d'hébergement. ».

Art. 129. Dans l'article 398.D du même Code, le mot « accorde » est remplacé par les mots « peut accorder ».

Art. 130. Dans le même Code, il est inséré un article 398/1. D rédigé comme suit :

« Art. 398/1. D - L'octroi des subventions visées à l'article 398. D est conditionné au respect des conditions suivantes :

1° 75 % des propriétaires de logements situés au sein du village de vacances ont marqué leur accord sur les travaux et acquisitions pour lesquels la subvention est demandée;

2° la gestion et la commercialisation des unités de séjour sont confiées à des professionnels ou à un organisme de gestion;

3° l'acte de base conclu précise au minimum les dispositions adoptées pour assurer l'entretien des unités de séjour et des équipements collectifs;

4° la convention de gestion précise au minimum les dispositions adoptées pour assurer l'entretien des unités de séjour;

5° la demande de subvention contient un descriptif des travaux et acquisitions envisagés tant en matière d'équipements collectifs qu'en unités de séjour, pour les cinq années qui suivent la demande de subvention. ».

Art. 131. L'article 399. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 399. D. Le gouvernement précise les acquisitions et travaux pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article 398. D. ».

Art. 132. Dans l'article 400. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le taux de la subvention s'élève à 50 % du coût des investissements lorsque les dépenses sont destinées à :

1° mettre les villages de vacances en conformité avec les normes de base ou les normes spécifiques;

2° des travaux d'aménagement et d'équipement des installations pour le traitement, l'épuration et le déversement des eaux usées, y compris l'égouttage général et les systèmes de désinfection. »;

2° dans le paragraphe 2, le montant « 5.000 » est remplacé par le montant « 7.500 »;

3° dans le paragraphe 3, le montant « 50.000 » est remplacé par le montant « 85.000 ».

Art. 133. L'article 401. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 401. D. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder une subvention pour les acquisitions de biens meubles ou de matériaux réalisés au sein d'unités de séjour, et pour les travaux et les honoraires y relatifs destinés à la création et la rénovation d'unités de séjour.

Le Gouvernement précise les acquisitions et travaux pouvant faire l'objet d'une subvention visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 134. L'article 402. D du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art 402. D. Le taux de la subvention s'élève à 30 % du coût des acquisitions, travaux et honoraires visés à l'article 401. D.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le taux de la subvention s'élève à 50 % du coût des investissements lorsque les dépenses sont destinées à mettre les unités de séjour en conformité avec les normes de base ou les normes spécifiques. Par période de dix ans, le montant total des subventions accordées pour une unité de séjour ne peut pas être supérieur à 9.000 euros, même s'il y a changement de propriétaire.

Le Gouvernement peut fixer un plafond par catégorie de travaux. ».

Art. 135. Dans le livre III, titre V, du même Code, il est inséré un chapitre *Vbis* intitulé « Des hébergements touristiques insolites ».

Art. 136. Dans le chapitre *Vbis*, inséré par l'article 135, il est inséré un article 402/1. D rédigé comme suit :

« Art. 402/1. D. § 1^{er}. Le Gouvernement se prononce, moyennant avis du Conseil du tourisme, sur la reconnaissance du caractère insolite d'un hébergement touristique selon la procédure qu'il détermine.

Un hébergement touristique est considéré comme insolite lorsqu'il présente des caractéristiques contraires à l'usage commun, inattendues et inhabituelles notamment au regard de son architecture, de son usage détourné de sa vocation initiale, de l'originalité de ses activités et prestations, de sa situation géographique unique.

L'hébergement touristique insolite peut être subordonné au respect de conditions relatives :

1° aux caractéristiques du bâtiment et de ses abords, telles que notamment son agencement et son équipement;

2° à l'état d'entretien, de salubrité, de propreté, de confort et de sécurité du bâtiment et de ses abords.

Lorsque le Gouvernement s'est prononcé sur le caractère insolite de l'hébergement touristique, il identifie une des catégories visées à l'article 1^{er}. D, 1^o, 2^o, 11^o, 23^o, 29^o, 35^o et 50^o, à laquelle est assimilé l'hébergement insolite.

§ 2. Dans les limites des crédits inscrits au budget, un hébergement touristique insolite, assimilé à un hébergement touristique du terroir ou d'une unité de séjour, peut bénéficier de subventions visées respectivement aux articles 385.D et 402.D, avec un taux de subvention majoré de dix pourcents.

Dans les limites des crédits inscrits au budget, un hébergement touristique insolite, assimilé à un abri mobile ou fixe, peut bénéficier des subventions visées à l'article 391.D., avec un taux de subvention majoré de dix pourcents.

Le taux de la subvention est limité à un maxima de 55 % . Le Gouvernement fixe les documents, les modalités et les procédures relatifs à la reconnaissance du caractère insolite de l'hébergement touristique.

§ 3. Le Conseil du Tourisme peut inviter aux réunions un représentant de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme pour émettre son avis sur la reconnaissance de l'hébergement insolite. ».

Art. 137. Dans l'intitulé du chapitre VI, du livre III, titre V, du même Code, les mots « terrains de camping touristique » sont remplacés par les mots « campings touristiques ».

Art. 138. Dans l'article 405. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, au 1^o, les mots « d'établissement » sont abrogés;

b) dans l'alinéa 2, le mot « cinq » est remplacé par le mot « dix ».

Art. 139. Dans l'article 407. D du même Code, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement fixe la procédure d'octroi, de liquidation et de contrôle des subventions. ».

Art. 140. L'article 409. D du même Code est abrogé.

Art. 141. Dans l'article 411. D, alinéa 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les mots « de subvention » sont insérés entre le mot « demande » et les mots « et terminés »

b) le 2^o est abrogé;

c) le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o les acquisitions et les travaux pour lesquels elle a été octroyée sont achevés, l'hébergement touristique est fonctionnel et dispose de l'autorisation d'user de la dénomination visée à l'article 1^{er}, 11^o, 12^o, 23^o, 29^o, 35^o, 50^o et 53^o au moment de la liquidation; »;

d) dans le 4^o, le montant « 125 » est remplacé par le montant « 250 »;

e) au 5^o, les mots « d'établissement » sont abrogés;

f) le 6^o est complété par les mots : « ou auprès de l'autorité compétente de tout Etat membre de l'Union européenne »;

g) dans le 7^o, les mots « établissements d' », « ou son parent jusqu'au troisième degré » et « l'employé, » sont abrogés.

Art. 142. Dans l'article 414. D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « sauf décision contraire préalable du Gouvernement, le bénéficiaire doit rembourser » sont remplacés par les mots « Le bénéficiaire rembourse » et le mot « cinq » est remplacé par le mot « dix »;

2^o l'article est complété par la phrase suivante :

« Le Gouvernement peut autoriser le non-remboursement d'une subvention dans les conditions qu'il détermine. ».

Art. 143. Dans l'article 465.D du même Code, l'expression « article 1.D, 11^o à 16^o, 26^o, 28^o, 33^o, 34^o et 41^o » est remplacée par l'expression « article 1.D, 4^o, 11^o, 12^o, 17^o, 23^o, 29^o, 35^o, 48^o, 50^o et 53^o ».

Art. 144. Dans l'article 490.D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o les acquisitions sont exécutées au plus tôt le 1^{er} janvier de l'année précédant celle de l'introduction de la demande et au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle de l'engagement budgétaire de la subvention; les travaux sont entamés au plus tôt le 1^{er} janvier de l'année précédant celle de l'introduction de la demande de subvention et terminés au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle de l'engagement budgétaire de la subvention; »;

b) le 2^o est abrogé;

c) le 3^o est remplacé comme suit :

« 3^o les acquisitions et les travaux pour lesquels elle a été octroyée sont achevés et l'hébergement touristique est fonctionnel; ».

Art. 145. Dans l'article 494.D du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, 1^o, les mots « du juge de police » sont remplacés par les mots « du juge d'instruction selon la procédure prévue à l'article 24, § 2, du Code pénal social »;

2^o le paragraphe 2 est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Les personnes désignées respectent la confidentialité des données personnelles ou les secrets commerciaux dont elles ont eu connaissance dans le cadre de cette mission de surveillance et de contrôle. ».

Art. 146. Dans l'article 496. D, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 2, l'expression « 201/1. D, » est insérés entre les mots « aux articles » et l'expression « 202.D »;

2^o dans l'alinéa 3, l'expression « 201/4. D, » est insérée entre les mots « aux articles » et l'expression « 222.D ».

Art. 147. Les articles 503. D, 1^o, 2^o et 4^o, 504.D, 505.D, 507. D, 511.D à 514.D, 516. D, 518.D à 521.D sont abrogés.

Art. 148. Dans le livre III, titre VII, chapitre I, section I, il est inséré un article 509/1. D rédigé comme suit :

« Art. 509/1. D. Les hébergements touristiques autorisés à faire usage d'une dénomination visée à l'article 1^{er}. D, article 1.D, 4^o, 11^o, 12^o, 17^o, 23^o, 29^o, 35^o, 48^o, 50^o et 53^o au 31 décembre 2016 réalisent la déclaration préalable telle que prévue à l'article 201/1. D avant l'échéance de cette autorisation. ».

CHAPITRE V. — Modifications du Livre IV. Des itinéraires touristiques balisés, cartes de promenades et descriptifs de promenades

Art. 149. Dans l'article 543.D du même Code, le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 150. L'article 544.D du même Code est abrogé.

Art. 151. Dans l'article 549.D, alinéa 3, du même Code, la première phrase est supprimée.

Art. 152. Dans l'article 572.D du même Code, l'expression « article 1.D, 46^o » est remplacée par l'expression « article 1.D, 7^o ».

Art. 153. Dans l'article 573.D du même Code, l'expression « article 1.D, 46^o » est à chaque fois remplacée par l'expression « article 1.D, 7^o ».

CHAPITRE VI. — Modifications du Livre V. Des subventions pour la promotion touristique

Art. 154. Dans l'article 583.D du même Code, la référence « 3^o » est remplacée par la référence « 5^o ».

Art. 155. Dans l'article 584. D, alinéa 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication selon les modalités définies par le Gouvernement; »;

b) au 3^o, les mots « et les frais de traduction » sont insérés entre les mots « d'auteurs » et le mot « nécessaires ».

Art. 156. Dans l'article 592.D, au 4^o, les mots « Région wallonne » sont remplacés par le mot « région ».

Art. 157. L'article 594. D. du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 594. D - § 1^{er}. En ce qui concerne les fédérations touristiques, le taux de la subvention visée à l'article 584. D s'élève à 30 % du coût de l'action ou de la campagne de promotion touristique.

§ 2. En ce qui concerne les maisons du tourisme, le taux de la subvention visée à l'article 584. D s'élève à 40 % du coût de l'action ou de la campagne de promotion touristique. En cas d'actions qui associent au moins deux maisons du tourisme, le taux de la subvention est porté à 50 % .

§ 3. En ce qui concerne les offices du tourisme, le taux de la subvention visée à l'article 584. D s'élève à 30 % du coût de l'action ou de la campagne de promotion touristique.

En cas de conclusion d'une convention de partenariat avec la maison du tourisme de son ressort, laquelle définit le rôle de chacun au regard des différentes missions qui leur sont attribuées, le taux de la subvention est porté à 40 % .

§ 4. En ce qui concerne les syndicats d'initiative, le taux de la subvention visée à l'article 584. D s'élève à 40 % du coût de l'action ou de la campagne de promotion touristique. En cas de conclusion d'une convention de partenariat avec la maison du tourisme de son ressort, laquelle définit le rôle de chacun au regard des différentes missions qui leur sont attribuées, le taux de la subvention est porté à 50 % .

§ 5. Pour les actions et campagnes de promotion touristique s'intégrant dans les thèmes déterminés annuellement ou pluriannuellement par le Gouvernement ou en cas de collaboration avec Wallonie Belgique Tourisme, les taux de la subvention visés aux paragraphes 1^{er} à 4 sont portés à 50 % . ».

Art. 158. Dans l'article 595. D, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, 1^o, le montant « 5.000 » est remplacé par le montant « 6.000 »;

2^o à l'alinéa 2 :

i) au b), le montant « 500 » est remplacé par le montant « 750 »;

ii) au c), le montant « 500 » est remplacé par le montant « 750 », l'expression « 25.000 nuitées touristiques » est remplacée par les mots « deux cents lits disponibles et reconnus » et les mots « pendant l'année » sont remplacés par les mots « au 1^{er} janvier ».

CHAPITRE VII. — Insertion d'un Livre VI relatif aux guides touristiques

Art. 159. Dans le même Code, il est inséré un livre VI intitulé « Des guides touristiques ».

Art. 160. Dans le livre VI, inséré par l'article 159, il est inséré un titre I, intitulé « Dispositions générales ».

Art. 161. Dans le même titre I, il est inséré un article 620. D rédigé comme suit :

« Art. 620. D - § 1^{er}. Nul ne peut porter le titre de guide touristique ou de guide touristique- stagiaire, tel que défini à l'article 1^{er}. D, 25^o et 26^o, sans avoir été reconnu conformément au titre II.

§ 2. Le guide touristique et le guide touristique-stagiaire disposent de pièces justificatives, déterminées par le Gouvernement, attestant de la reconnaissance de leurs fonctions par le Commissariat général au Tourisme.

Le Gouvernement fixe les modalités relatives au port des pièces justificatives visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 162. Dans le même titre I, sont insérés les articles 621. D et 622.D rédigés comme suit :

« Art. 621. D. Peut porter le titre de « Guide touristique » ou de « Guide touristique-stagiaire », tel que défini à l'article 1^{er}. D., 25^o et 26^o, tout ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, dès lors qu'il produit les pièces justificatives émanant de l'autorité compétente d'un de ces Etats prouvant qu'il possède la qualification conforme aux conditions de reconnaissance fixées au titre II du présent livre pour y exercer la profession de guide touristique ou guide touristique-stagiaire. ».

Art. 622. D. Tout ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'Espace économique européen, légalement établi, pour l'exercice de la profession de guide touristique ou guide touristique-stagiaire, dans un de ces Etats, peut exercer cette profession de façon temporaire et occasionnelle en Belgique.

Toutefois, lorsque la profession de guide touristique ou guide touristique-stagiaire ou la formation y conduisant n'est pas réglementée dans l'Etat d'établissement, le prestataire doit avoir exercé au moins cinq prestations par an au cours des trois années qui précèdent le début de la prestation du guide en région de langue française.

La prestation est effectuée sous le titre professionnel de l'Etat d'établissement lorsqu'un tel titre existe dans ledit Etat. Ce titre est indiqué dans la langue officielle de l'Etat d'établissement. Dans les cas où ce titre professionnel n'existe pas dans l'Etat d'établissement, le prestataire fait mention de son titre de formation dans la langue officielle de cet Etat. ».

Art. 163. Dans le livre VI inséré par l'article 159, il est inséré un titre II intitulé « De la reconnaissance et du renouvellement de la reconnaissance ».

Art. 164. Dans le titre II inséré par l'article 163, il est inséré un article 626. D rédigé comme suit :

« Art. 626. D. § 1^{er}. Pour être reconnu en qualité de guide touristique, le candidat guide touristique répond aux conditions suivantes :

1^o il est détenteur du diplôme ou d'un titre équivalent repris dans la liste établie par le Gouvernement;

2^o il dispose d'une expérience probante présentant un lien avec toute sous-catégorie de guide touristique pour laquelle la reconnaissance est sollicitée;

3^o il maîtrise la langue française ainsi que, le cas échéant, toute autre langue dans laquelle il souhaite exercer ses activités;

4^o il n'a pas été condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique pour une infraction qualifiée au livre II, titre VII, chapitres V, VI et VII, titre VIII, chapitres Ier, IV et VI, et titre IX, chapitres Ier et II, du Code pénal ou à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf s'il a été sursis à l'exécution de la peine et que le condamné n'a pas perdu le bénéfice du sursis.

§ 2. Le maintien de la reconnaissance est en outre subordonné au respect des conditions suivantes :

1^o respecter le Code de déontologie des guides touristiques, tel que visé à l'article 644. D;

2^o communiquer annuellement à l'Observatoire du tourisme wallon les données déterminées par le Gouvernement.

Les données visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o, sont ajoutées au dossier personnel du guide touristique, réunissant les documents nécessaires pour vérifier le respect des conditions de reconnaissance, et sont utilisées comme source de renseignements en application du présent Code à des fins statistiques. Le cas échéant, elles peuvent être utilisées à l'occasion des procédures de suspension ou de retrait de reconnaissance.

§ 3. Le Gouvernement détermine le nombre et la durée des années d'expériences requises pour apprécier la condition d'expérience probante visée à l'article 626, § 1^{er}, 2^o, ainsi que les attestations nécessaires pour vérifier cette expérience probante, leur contenu minimal et leur durée de validité.

Le Gouvernement précise les attestations requises pour la vérification de la condition relative à la maîtrise de la langue telle que visée au paragraphe 1^{er}, 3^o.

Le Commissariat général au Tourisme, moyennant avis du comité technique, vérifie la validité de toute attestation délivrée par un utilisateur.

Les prestations liées aux journées du patrimoine ne sont pas prises en compte dans la justification du nombre de prestations annuelles. ».

Art. 165. Dans le même titre II, il est inséré un article 633. D, rédigé comme suit :

« Art. 633. D. § 1^{er}. Le candidat qui répond aux conditions visées à l'article 626. D, § 1^{er}, 1^o, 3^o et 4^o, et ne remplit pas la condition d'expérience effective visée à l'article 626. D, § 1^{er}, 2^o, peut solliciter une reconnaissance en tant que guide touristique-stagiaire à la condition qu'il justifie d'une expérience minimale fixée par le Gouvernement.

Le titre de guide touristique- stagiaire est octroyé pour une période de vingt-quatre mois.

§ 2. Le titre de guide touristique- stagiaire peut être prolongé pour une durée maximale de six mois et à deux reprises, pour des cas de force majeure et moyennant avis préalable du comité technique des guides touristiques, selon les modalités et la procédure fixée par le Gouvernement.

Art. 166. Dans le même titre II, il est inséré un article 635. D rédigé comme suit :

« Art. 635. D.- La reconnaissance en tant que guide touristique est accordée pour une durée de cinq ans. Elle peut être renouvelée pour une durée identique. ».

Art. 167. Dans le même titre II, il est inséré un article 636. D rédigé comme suit :

« Art. 636. D. Le Gouvernement détermine les documents, les modalités et les procédures relatifs à la reconnaissance et au renouvellement de reconnaissance en tant que guide touristique et en tant que guide touristique-stagiaire. Il peut prévoir une procédure simplifiée en cas de renouvellement de reconnaissance.

Lorsque la demande de reconnaissance est introduite par un guide touristique-stagiaire, la validité de son titre est, le cas échéant, prolongée pendant la durée de la procédure de reconnaissance. ».

Art. 168. Dans le même titre II, il est inséré un article 642. D rédigé comme suit :

« Art. 642. D - A tout moment, le Commissariat général au Tourisme peut vérifier le respect de la condition visée à l'article 626. D, § 1^{er}, 4^o, selon les modalités prévues par le Gouvernement. ».

Art. 169. Dans le livre VI inséré par l'article 159, il est inséré un titre III intitulé « Du Code de déontologie des guides touristiques ».

Art. 170. Dans le titre III inséré par l'article 169, il est inséré un article 644. D rédigé comme suit :

« Art. 644. D. Dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent titre, le Gouvernement approuve le Code de déontologie des guides touristiques qui lui est présenté par le comité technique des guides touristiques.

Ce Code de déontologie comprend les règles de bonne pratique de la fonction de guide touristique, notamment en matière d'accueil, de communication, de connaissances, de formation continue, d'organisation, de confidentialité, de compétence et d'éthique.

Il s'impose tant aux guides touristiques qu'aux guides touristiques-stagiaires. ».

Art. 171. Dans le livre VI inséré par l'article 159, il est inséré un titre IV intitulé « Du retrait et de la suspension de la reconnaissance ».

Art. 172. Dans le titre IV inséré par l'article 171, il est inséré un article 646. D rédigé comme suit :

« Art. 646. D. La reconnaissance en qualité de guide touristique ou en qualité de guide touristique-stagiaire peut être suspendue ou retirée par une décision du Commissariat général au Tourisme, soit d'initiative, soit sur base d'une plainte argumentée déposée par toute personne physique ou morale, si l'une des conditions de la reconnaissance n'est plus remplie.

Le Gouvernement fixe la procédure relative à la suspension ou au retrait de reconnaissance, en ce compris la date à partir de laquelle la suspension ou le retrait est effectif. ».

Art. 173. Dans le même titre IV, il est inséré un article 647. D rédigé comme suit :

« Art. 647. D. La personne qui se voit refuser, retirer ou suspendre la reconnaissance en qualité de guide touristique ou de guide touristique- stagiaire peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement contre cette décision.

Le Gouvernement fixe la procédure et les modalités de recours. ».

Art. 174. Dans le livre VI inséré par l'article 159, il est inséré un titre V intitulé « Des infractions et des sanctions ».

Art. 175. Dans le titre V inséré par l'article 174, il est inséré un article 649. D rédigé comme suit :

« Art. 649. D. Le Gouvernement détermine les sanctions administratives en cas d'infraction à l'article 620. D et aux dispositions prises en exécution de cet article. ».

Art. 176. Dans le livre VI inséré par l'article 159, il est inséré un titre VI intitulé « Dispositions transitoires et finales ».

Art. 177. Dans le titre VI inséré par l'article 176, il est inséré un article 651. D rédigé comme suit :

« Art. 651. D.- La personne qui, avant l'entrée en vigueur du présent livre, porte déjà un titre de guide touristique octroyé par le Commissariat général au Tourisme ou par l'autorité compétente d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, est reconnue de plein droit en qualité de guide touristique. ».

CHAPITRE VIII. — Modifications apportées au décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage

Art. 178. Dans l'article 4 du décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage, l'alinéa 2 est abrogé.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 179. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 10 novembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 586 (2016-2017) N^{os} 1, 1bis à 9.

Compte rendu intégral, séance plénière du 9 novembre 2016.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/206122]

10 NOVEMBER 2016. — Decreet tot wijziging van verscheidene bepalingen in de wetgeving betreffende het toerisme (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in « Inleidende bepalingen. Titel I. Begripsomschrijvingen »

Artikel 1. Artikel 1.D van het Waalse Toerismewetboek, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1.D. In de zin van dit Wetboek wordt verstaan onder :

1^o niet-verplaatsbaar verblijf : structuur die als toeristische logiesverstrekking dient voor kampeerders op doortocht, niet vervoerbaar, niet demonteerbaar en in de grond vastgeankerd;

2^o mobiel verblijf : structuur die als toeristische logiesverstrekking dient voor een tijdelijke of seizoensgebonden bewoning, zo opgevat dat het makkelijk gedemonteerd of vervoerd kan worden;

3^o ontvangstbewijs : brief waarbij gemeld wordt dat een aanvraag in goede orde is ontvangen, waarbij medegedeeld wordt binnen welke termijn die aanvraag behandeld zal worden, welke beroepsmogelijkheden openstaan en, indien nodig, welke de gevolgen zijn van het uitblijven van een antwoord binnen de voorziene termijn;

4^o vereniging voor sociaal toerisme : de vereniging erkend op grond van titel III van Boek III;

5^o toeristische bezienswaardigheid : de plaats van bestemming, bestaande uit een geheel van geïntegreerde en duidelijk identificeerbare activiteiten en diensten van een bestendige infrastructuur, die op regelmatige wijze uitgebaut wordt als natuurlijke, culturele of recreatieve waardevolle kern en die aangelegd is met het doel toeristen, dagtoeristen en plaatselijke bezoekers zonder voorafgaandelijke reservering te ontvangen.

Kermisattracties, plaatsen die eenvoudigweg materieel te huur aanbieden, landschappen, steden, vrij toegankelijke plaatsen en plaatsen bestemd voor loutere sportbeoefening, voor de organisatie van spektakels, cultuur-, sportevenementen of feestelijkheden vormen geen toeristische bezienswaardigheid;

6^o markering : het op regelmatige afstand plaatsen van tekens waarmee het tracé van een wandelroute aangegeven wordt. Het plaatsen van tekens die vervaardigd worden met materiaal dat rechtstreeks uit de natuur gehaald wordt of met materiaal op basis van kalk dat bij regen snel oplost, wordt niet als markering beschouwd;

7^o markeringstekens : concreet markeringselement, namelijk het genormeerde en kenmerkende teken van de wandelroute waarvan de modellen door de Regering vastgesteld zijn, de achtergrond waarop dat teken is aangebracht en het systeem waarmee dat teken eventueel wordt aangebracht.

Als markeringstekens worden beschouwd :

a) de informatieve markeringstekens : markeringstekens waarvan het doel erin bestaat langs een vaste wandelroute een inlichting van geschiedkundige, kunsthistorische, wetenschappelijke of culturele aard te verstrekken en waarvan het model door de Regering is vastgesteld;

b) de volledige richtingaanwijzende markeringstekens : markeringstekens met een richtingaangevende pijl waarvan het doel erin bestaat volledige informatie te verstrekken over de aard en de lengte van de vaste wandelroute, die minstens de naam van de vaste wandelroute en diens doel inhouden, waarvan het model door de Regering is vastgesteld;

c) de eenvoudige richtingaanwijzende markeringstekens : markeringstekens met een richtingaangevende pijl waarvan het doel erin bestaat een richtingsverandering aan te geven, waarvan de normen door de Regering zijn vastgesteld;

d) de bakenstokken : de markeringstekens waarvan het doel erin bestaat de te nemen richting te herhalen of te bevestigen, waarvan de normen door de Regering zijn vastgesteld;

e) de vertrekorden : orden die het vertrekpunt van één of meerdere vaste wandelroutes uitmaken, waarvan het doel erin bestaat daar een volledige inlichting over te verstrekken, waarvan de normen door de Regering zijn vastgesteld;

f) de plaatsnaamgerelateerde markeringstekens, waarvan de normen door de Regering zijn vastgesteld;

8° gebouw : elk bouwwerk dat een overdekte ruimte vormt die toegankelijk is voor personen en geheel of gedeeltelijk uit omringende muren bestaat;

9° kampeerder op doortocht : de toerist wiens aanwezigheid op het toeristisch kampeerterrein de duur van jaarlijks dertig opeenvolgende dagen niet overschrijdt en die elk mobiel of niet-verplaatsbaar verblijf gebruikt, stacaravans uitgezonderd en die daadwerkelijk op het kampeerterrein verblijft, en in voorkomend geval na afloop van zijn verblijf zijn mobiel verblijf weghaalt;

10° seizoensgebonden kampeerder : de toerist wiens aanwezigheid op het toeristisch kampeerterrein de zes maanden per jaar niet overschrijdt en die een stacaravan gebruikt;

11° kampeerterrein op de boerderij : het toeristisch kamperen dat door een landbouwwuitbater georganiseerd wordt op een terrein dat van zijn bedrijf afhangt en waarop geen enkele stacaravan gevestigd is;

12° toeristisch kampeerterrein : het terrein dat doorgaans of occasioneel door meer dan tien toeristen gebruikt wordt of dat ingenomen wordt door drie vaste of verplaatsbare verblijven om er in de open lucht te verblijven, met uitzondering van kermisreizigers of nomaden, bestaande uit vaste verblijven, verplaatsbare verblijven of leegstaande plaatsen;

13° basiscapaciteit : het aantal personen voor wie een toeristische logiesverstreckende inrichting ontworpen is en te huur aangeboden wordt;

14° maximumcapaciteit : de basiscapaciteit, verhoogd met het aantal personen aan wie logies verstrekt kan worden door middel van bijkomende bedden;

15° rijcaravan : elke caravan die zonder bijzondere voorafgaandelijke vergunning op de openbare weg getrokken kan worden;

16° wandelkaart : elke topografische kaart met een gegeven schaal waarop de vaste wandelroutes en de verschillende uitrustingen voor de opvang van toeristen, ongeacht hun benaming, aangegeven zijn;

17° centrum voor sociaal toerisme : de toeristische logiesverstreckende inrichting die de voorwaarden van artikel 418.D, eerste lid, 4° en 5°, naleeft en niet gebruik maakt van een benaming als bedoeld onder de punten 23°, 29° en 53°;

18° wandelbeschrijving : document dat informatie omvat ter omschrijving van één of meerdere vaste wandelroutes en de gebruiker over hun traject gidst, dat van de wandelkaart kan verschillen, vorm van een boek, fiches, zakboekje, gids, folder, blad kan aannemen zoals meer bepaald de topogids, het "road book", het "pocket plan", de kaartgids, het "pocketplan", de wandelfiches, de wandelschriftjes;

19° kampplaats : de logiesverstreckende inrichting die uitsluitend verhuurd wordt aan of ter beschikking wordt gesteld van een kamp van een jeugdorganisatie erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap of nog door de bevoegde overheid van elke Lidstaat van de Europese Unie;

20° vertegenwoordigende instantie : rechtspersoon die in het vakantiedorp de eigenaar(s) van verblijfseenheden vertegenwoordigt;

21° onbezette staanplaats : de ruimte in een camping die ter beschikking wordt gesteld van de op doortocht zijnde toerist die zijn eigen mobiel verblijf meebrengt;

22° gecertificeerde zending : de zending die verricht wordt bij elk communicatiemiddel dat een vaste datum kan verlenen bij de ontvangst en die in één van de volgende vormen opgemaakt is:

a) een e-mail, gedagtekend en ondertekend;

b) het bij ter post aangetekend schrijven ;

c) de zending door privé-firma's tegen ontvangstbewijs;

d) de indiening van een akte tegen ontvangstbewijs;

e) elk ander middel dat de Regering van dezelfde waarde acht;

23° hotelverblijf : elke toeristische logiesverstreckende inrichting met winstoogmerk met als benaming hotel, appart-hotel, herberg, motel, eethuis, pension of relais; de Regering kan die opsomming verder aanvullen;

24° dagtoerist : elke persoon die als vrijetijdsbesteding of voor de ontspanning naar een plaats afreist die zich verder bevindt dan de gemeente waar hij doorgaans verblijft of dan de naburige gemeenten en die de noodzakelijke verplaatsingen van en naar zijn gewoontelijke verblijfplaats en de plaats van bestemming op één en dezelfde dag maakt;

25° toeristische gids : de natuurlijke persoon die het erfgoed laat ontdekken en het commentaar verzorgt;

26° toeristische gids-stagiair : de natuurlijke persoon die aan erkenningsvoorwaarden als toeristische gids voldoet, uitgezonderd de voorwaarde betreffende de duurtijd van deze ervaring;

27° groot onderkomen : streekgebonden toeristisch logies of gemeubileerde vakantiewoning dat/die meer dan vijftien personen een onderkomen kan bieden;

28° toeristisch onderkomen : het terrein of de woning die ter beschikking van één of meerdere toeristen worden gesteld, ten bezwarende titel of zelfs occasioneel;

29° streekgebonden toeristisch logies : elke toeristische logiesverstreckende inrichting die zich buiten een vakantiedorp, een weekendverblijfpark, een toeristisch campingterrein bevindt, met uitsluiting van een hotelbedrijf of een centrum voor sociaal toerisme, met één van de volgende benamingen :

a) "landelijke vakantiewoning", indien ingericht in een landelijk gebouw dat typisch is voor een bepaalde streek, vrijstaand en met eigen toegang;

b) "vakantiewoning in de stad", indien ingericht in een gebouw dat typisch is voor een bepaalde streek, vrijstaand en met eigen toegang, in een stadsgebied gelegen;

c) "vakantiewoning op de hoeve", indien ingericht in een vrijstaand gebouw, met eigen toegang, van een in werking zijnd landbouwbedrijf of in de onmiddellijke nabijheid ervan;

d) « gastenkamer », indien bestaande uit een kamer die deel uitmaakt van de persoonlijke en gewone eigendom van de vergunninghouder of van een bijgebouw gelegen op dezelfde eigendom van de houder en in diens nabijheid;

e) "gastenkamer op de hoeve", indien het een gastenkamer betreft die ingericht is in een in werking zijnd landbouwbedrijf;

30° tussenpersoon : de natuurlijke of rechtspersoon die tegen rechtstreekse of onrechtstreekse betaling op gelijk welke wijze het in de markt zetten van een toeristisch onderkomen bevordert, vergemakkelijkt of organiseert;

31° gemarkeerde wandelroute : elke wandelroute met hoofdzakelijk een toeristische bestemming voor niet-gemotoriseerd verkeer, bewegwijzerd door middel van markeringen;

32° vaste wandelroute : voor meer dan tien dagen gemarkeerde wandelroute;

33° wet van 16 juli 1973 : de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

34° bosmassief : de beboste grondgebieden die uitgetekend worden door een valoriseringsonderzoek gevoerd door de bevoegde overheid, op verzoek van het Commissariaat-generaal voor Toerisme, ofwel aangenomen door bedoeld Commissariaat in het kader van de daaruit voortvloeiende oproepen tot het indienen van projecten, ofwel aangewezen door de Regering op voorstel van genoemd Commissariaat ten gevolge van de uitvoering van aanvullende onderzoeken;

35° gemeubileerde vakantiewoning : elke vrijstaande toeristische logiesverstrekkende inrichting met eigen toegang die zich buiten een vakantiedorp, een weekendverblijfpark of een toeristisch campingterrein bevindt, met uitsluiting van een hotelbedrijf, kampeerplaats, een centrum voor sociaal toerisme of van streekgebonden toeristisch logies;

36° mobilhome : elke caravan die niet zonder bijzondere voorafgaandelijke vergunning op de openbare weg getrokken kan worden, makkelijk vervoerbaar en waarvan het weghalen geen demontage of afbraak behoeft;

37° motorhome : het recreatieve motorvoertuig dat is uitgerust om onder het reizen te kamperen;

38° basisnormen : de federale brandbeschermingsbepalingen;

39° specifieke veiligheidsnormen : de veiligheidsnormen inzake brandbescherming die eigen zijn aan de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen;

40° toerisme-instelling : "fédération provinciale du tourisme" (provinciale federatie voor toerisme), "maison du tourisme" (huis voor toerisme), "office du tourisme" (dienst voor toerisme) of "syndicat d'initiative" (vereniging voor vreemdelingenverkeer);

41° gebouwgedeelte : elk deel van een bouwwerk dat een overdekte ruimte vormt die toegankelijk is voor personen, met een eigen opening naar buiten, waarvan de muren één uur lang vuurbestendig zijn en waarvan de openingen binnenshuis gesloten worden aan de hand van bestanddelen die een half uur lang vuurbestendig zijn; de eis inzake de eigen opening naar buiten geldt niet voor de gebouwgedeelten waar gastenkamers of gastenkamers op de hoeve ingericht zijn indien hun maximumcapaciteit samengeteld minder dan tien personen bedraagt;

42° cultureel waardevolle kern: een centrum waarvan de activiteiten hoofdzakelijk op de kunsten, de geschiedenis, de wetenschap of de techniek gericht zijn;

43° op natuurvlak waardevolle kern: een centrum waarvan de activiteiten hoofdzakelijk op de natuur of het leefmilieu gericht zijn;

44° recreatief waardevolle kern: een centrum waarvan de activiteiten hoofdzakelijk op ontspannings- of spelactiviteiten gericht zijn;

45° gewestelijk erkenningsteken: schild waarvan het model door de Regering wordt omschreven, waarmee bevestigd wordt dat de vaste wandelroute vergund is of dat de wandelkaart of de wandelbeschrijving door het Commissariaat-generaal voor Toerisme erkend is;

46° toeristische trekpleister : plaats die internationale bekendheid geniet op toeristisch vlak;

47° gastentafel : dienstverlening bestaande uit de bereiding, uitsluitend bestemd voor de bewoners van een gastenkamer of een gastenkamer op de hoeve, van maaltijden die hoofdzakelijk samengesteld zijn uit streekproducten en die opgediend worden aan de gezinstafel van de vergunninghouder;

48° sociaal toerisme : de vrijetijds- en vakantieactiviteiten die op zodanige wijze door een vereniging georganiseerd worden dat elke persoon, en meer in het bijzonder de economisch en cultureel mindergegoeden, de beste praktische voorwaarden aangeboden worden om daadwerkelijk toegang te krijgen tot die activiteiten;

49° toerist : elke persoon die zich als vrijetijdsbesteding, voor de ontspanning of het zakendoen, naar een plaats begeeft die zich verder bevindt dan de gemeente waar hij doorgaans verblijft of dan de naburige gemeenten en die elders dan in zijn gewoonlijke verblijfplaats verblijft;

50° verblijfseenheid : gebouw of gebouwgedeelte dat tegelijk aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

- a) zijn basiscapaciteit bedraagt minstens twee personen;
- b) zijn maximumcapaciteit mag niet meer bedragen dan twintig personen;
- c) het is vrijstaand en beschikt over een eigen toegang;
- d) het leeft de brandveiligheidsbepalingen zoals bepaald in Titel IV van Boek III na;
- e) het leeft de minimale indelingsnormen zoals bedoeld in of krachtens artikel 266.D na;
- f) het wordt ter beschikking gesteld van één of meerdere toeristen, minimum zes per jaar;

51° gebruiker : toerisme-instelling of toeristische attractie erkend door het Commissariaat-generaal voor Toerisme overeenkomstig dit Wetboek of de professionele toerismewerker, de autocarfirma, het reisagentschap of het organisme met een wekerende dienstverlening inzake cultureel of milieugerelateerd toerisme, evenals de betrokken beroepsverenigingen;

52° plaatselijke bezoeker : elke persoon die zich als vrijetijdsbesteding of voor de ontspanning naar een plaats begeeft die zich in de gemeente waar hij doorgaans verblijft of in een naburige gemeente bevindt.

53° vakantiedorp : toeristisch onderkomen samengesteld uit collectieve uitrustingen of een geheel van verblijfseenheden die minstens zestig percent van de bestaande woningen in het vakantiedorp vertegenwoordigen, die aan alle volgende voorwaarden voldoen :

- a) het maakt deel uit van een enige en samenhangende omtrek;
- b) de perceelindeling wordt niet door omheiningen of schuttingen afgebakend;
- c) de inrichting van de omgeving is eenvormig;
- d) het beschikt over een ontvangstlokaal.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in Boek 1. Toeristische instellingen

Art. 2. In artikel 4.D van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

"Het wordt ingedeeld bij de instellingen van het type 1 bedoeld in het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing voor zover dit Wetboek er niet van afwijkt.

Art. 3. Artikel 5. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, in punt 2°, worden de woorden „, met de steun van de NV Immowal bedoeld in artikel 31/1. D,“ ingevoegd tussen de woorden “het beheer” en de woorden “de toeristische infrastructuur”;

b) in paragraaf 2, eerste lid, vervallen de woorden “of te bevorderen” en worden de woorden “in het Waalse Gewest” vervangen door de woorden “in het Franse taalgebied”;

c) in paragraaf 2, tweede lid, wordt punt 4° vervangen als volgt:

“4° de financiering van de promotieacties gevoerd door de toeristische instellingen en operatoren en door “Wallonie Belgique Tourisme”;

d) in paragraaf 2, tweede lid, worden de punten 5° en 6°, vervangen als volgt :

“5° de terbeschikkingstelling van een databank betreffende het toeristisch aanbod bij de toeristische instellingen en “Wallonie Belgique Tourisme”;

6° het beheer en de bevoorrading van een website voor de professionelen van het toerisme in het Franse taalgebied;”;

e) in paragraaf 2, tweede lid, 7°, worden de woorden “van het Waalse Gewest” vervangen door de woorden “van het Franse taalgebied, alsook het toezicht op en de analyse van de Waalse, Belgische en internationale toeristische sector”;

f) in paragraaf 2, tweede lid, wordt punt 8° vervangen als volgt :

“8° de aanmoediging van de mutualisering van het toeristische engineering in netwerk, met name met het toeristisch engineeringcentrum van Wallonië.”;

g) in paragraaf 2, tweede lid, wordt punt 9° opgeheven.

Art. 4. In artikel 8. D. van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, in punt 1°, worden de woorden “van de “Office de promotion du Tourisme de Wallonie et de Bruxelles”” vervangen door de woorden “van “Wallonie Belgique Tourisme””;

b) in het eerste lid, in punt 2°, worden de woorden “aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme” vervangen door de woorden “aan “Wallonie Belgique Tourisme””;

c) in het tweede lid, wordt de zin “De directeur-generaal van de “Office de promotion du tourisme” en de Commissaris-generaal voor toerisme hebben alleszins zitting.” opgeheven;

d) het artikel wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

“De Regering kan de regels bepalen betreffende de organisatie van de vergadering van het oriëntatiecomité.”.

Art. 5. In artikel 16. D van hetzelfde Wetboek, wordt punt 7° opgeheven.

Art. 6. De artikelen 18. D en 19.D van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 7. In artikel 20.D, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “Overdrachten en” opgeheven.

Art. 8. Artikel 24. D van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 26. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “aan de Waalse Gewestraad” vervangen door de woorden “aan het Waals Parlement”;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 10. In boek I, titel I, van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk X ingevoegd met als opschrift “NV Immowal”.

Art. 11. In hoofdstuk X ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 31/1. D. ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 31/1. D. — Er wordt een naamloze vennootschap opgericht onder de benaming “NV Immowal”, hierna “de vennootschap” genoemd, overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen, en onverminderd de afwijkende bepalingen van dit Wetboek, waaraan opdrachten omschreven in artikel 31/2.D. worden toevertrouwd”.

Art. 12. Hetzelfde hoofdstuk X wordt aangevuld met een artikel 31/2.D, luidend als volgt :

“Art. 31.2.D. — De vennootschap verricht voor eigen rekening of voor de rekening van het Commissariaat-generaal voor Toerisme, elke verrichting met een onroerend karakter, zoals de aankoop, het bezit, de verkoop, de afstand, de uitwisseling, de bouw, het beheer in de ruimste zin van allerlei onroerende goederen met het oog op de valorisatie van elk onroerend goed waarvan de eigendom onder het Waalse Gewest of het Commissariaat-generaal voor Toerisme valt.

De vennootschap, mits beslissing van de Regering, kan ook handelen voor rekening van het gewest of van publiekrechtelijke rechtspersoon die ervan afhangt. Zodoende kan de vennootschap, naast de overheidsopdrachten toevertrouwd aan de vennootschap betreffende o.a. de valorisatie van de onroerende goederen van het Commissariaat-generaal voor Toerisme en diegenen in het bezit van het Franse taalgebied, ook de onroerende goederen valoriseren die toevertrouwd zijn aan of in het bezit zijn van andere openbare actoren.

De Regering kan aan de vennootschap gemachtigde opdrachten toevertrouwen i.v.m. het toeristisch aanbod.

Voor alles wat niet bij of krachtens dit decreet of bij de statuten van de vennootschap wordt geregeld, zijn de regels betreffende de handelsvennootschappen van toepassing en worden de handelingen van de vennootschap geacht commercieel te zijn.

De vennootschap wordt onderworpen aan de controle van de Regering die wordt uitgeoefend door de tussenkomst van twee commissarissen die zij benoemt. ”.

Art. 13. In boek I, titel I, van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk XI ingevoegd met als opschrift “Wallonie Belgique Tourisme”.

Art. 14. In hoofdstuk XI ingevoegd bij artikel 13, worden de artikelen 31//3.D en 31/4.D ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 31.3.D. — Er wordt een vereniging zonder winstoogmerk opgericht onder de benaming “Wallonie Belgique Tourisme”, hierna “WBT” genoemd, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, en onverminderd de afwijkende bepalingen van dit Wetboek, waaraan opdrachten omschreven in artikel 31/4.D. worden toevertrouwd.

“WBT” wordt ingedeeld bij de instellingen van het type 3 bedoeld in het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing voor zover dit Wetboek er niet van afwijkt.

Art. 31/4.D - “WBT” is belast met:

1° de bepaling van de inhoud van het toeristische imago van het Franse taalgebied, met inbegrip van de analyse en het ontwerp van de desbetreffende marketinginhoud en strategie;

2° het structureren van het toeristisch aanbod zowel voor vrijetijdsactiviteiten als voor zaken en beroepsredenen in het Franse taalgebied en zorgen voor de organisatie ervan door de creatie van toeristische producten, in voorkomend geval, in samenwerking met elke instelling betrokken bij het toerisme;

3° het ontwerp en de bekendmaking van de officiële brochures die de toeristische producten van het Franse taalgebied promoten, in voorkomend geval in samenwerking met elke andere instelling betrokken bij toerisme;

4° het ontwerp, de bevoorrading en het promoten van de websites voor de valorisatie van het Waalse toeristisch aanbod bij de Waalse markt en de buitenlandse markten, met inbegrip van Brussel en Vlaanderen in verband met de databank bedoeld in artikel 5.D, § 2, tweede lid, 5°, in voorkomend geval, in samenwerking met elke andere instelling betrokken bij toerisme;

5° het installeren en het beheren van de toerismebureaus gelegen buiten het grondgebied van het Franse taalgebied;

6° de bekendmaking van het patrimonium, de infrastructuur en toeristische initiatieven van het Franse taalgebied door de organisatie van promotieacties op zijn grondgebied, in de andere gewesten en in het buitenland, in voorkomend geval, in samenwerking met elke andere instelling betrokken bij toerisme;

7° de deelname aan jaarbeurzen en tentoonstellingen en, in voorkomend geval, de deelname coördineren met elke andere instelling betrokken bij toerisme;

8° het prospecteren van de markten op het gebied van toerisme.

De Regering kan de opdrachten bedoeld in het eerste lid bepalen.

"WBT" kan beschikken over de gegevens en de analyses uitgevoerd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme bedoeld in artikel 5.D, 7° voor het vervullen van zijn opdrachten. "WBT" wordt onderworpen aan de controle van de Regering die wordt uitgeoefend door de tussenkomst van een commissaris die hij benoemt."

Art. 15. Artikel 33.D van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1°) in het eerste lid, wordt punt 1° aangevuld als volgt :

"namelijk door :

a) het onderzoek, de opvatting, de opmaking en de organisatie van acties op provinciaal en bovengemeentelijk niveau in overleg met de toeristische instellingen in hun gebied, de intercommunale(s) in hun gebied die zich voor het toerisme inspannen, alsook met elke dienst van zijn gemeentelijk of provinciaal bestuur belast met een toeristische bezienswaardigheid;

b) de bevordering van de acties bedoeld in a);

c) de steun aan de toeristische instellingen voor beter gebruik van de nieuwe informatie- en communicatie-technologieën in het kader van hun opdrachten, onder de coördinatie van het Commissariaat-generaal voor Toerisme.";

2°) in het tweede lid wordt punt 2° vervangen als volgt :

"2° de acties van de "maisons du tourisme" op het geheel of een deel van zijn grondgebied coördineren, met inbegrip van de "maisons du tourisme" die gedeeltelijk onder een andere "Fédération provinciale du Tourisme" (Provinciale federatie voor Toerisme) vallen. ».

Art. 16. In artikel 34.D van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° opgericht zijn in de vorm van een stichting of een vereniging zonder winstoogmerk die opdrachten bedoeld in artikel 34.D., eerste lid, 2°, voortzet, waarvan de gemeenten alsook, in voorkomend geval, de "offices du tourisme", de "syndicats d'initiative" van bedoeld ambtsgebied of andere rechts- of natuurlijke personen die actief zijn in de toeristische sector van het ambtsgebied, lid kunnen zijn, in afwijking van het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales";

b) in het eerste lid wordt een punt 1°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"1°/1. De Regering keurt de statuten goed volgens de modaliteiten en de procedure die zij bepaalt";

c) in het eerste lid wordt punt 2° vervangen als volgt :

"2° tot doel hebben :

a) het voortdurende onthaal en de voortdurende informatie van de toerist en de dagtoerist;

b) de steun van de toeristische activiteiten in het eigen ambtsgebied, namelijk door de verwezenlijking van promotie- en animatieacties, alsook de organisatie en de toeristische ontwikkeling;

c) de samenwerking en de uitwisseling van informatie, met het Commissariaat-generaal voor Toerisme, inzake toeristisch aanbod dat onder zijn ambtsgebied valt;

d) de coördinatie van de acties ondernomen door de "offices du tourisme" en de "syndicats d'initiative" van zijn ambtsgebied bestemd om de gemarkeerde toeristische wandelroutes van zijn grondgebied door het Commissariaat-generaal voor Toerisme te erkennen, in voorkomend geval, om de nodige maatregelen te nemen om deze erkenning te verzekeren;

e) in samenwerking met de "offices du tourisme" en de "syndicats d'initiative", de nodige maatregelen nemen om de kwaliteit en het onderhoud van de gemarkeerde toeristische wandelroutes te garanderen;

f) de bevoorrading en de overbrenging van de informatie naar "Wallonie Belgique Tourisme" met het oog op de opvatting en de opmaking van toeristische producten;

g) de ter beschikkingstelling, voor het geheel van de toeristische instellingen van zijn ambtsgebied, van een systeem voor info-toerisme dat ook buiten de openingstijden toegankelijk is, via elk bestaand communicatiekanaal;

h) de ter beschikkingstelling van een gewestelijke, provinciale en plaatselijke toeristische documentatie ten gunste van het publiek, alsook van de "offices du tourisme" en de "syndicats d'initiative" van zijn ambtsgebied";

d) in het eerste lid wordt punt 3° vervangen als volgt :

"3° minstens beschikken over een onthaal- en informatiebureau dat uit één of meerdere gebouwen kan bestaan, onafhankelijk van een privé-woning en duidelijk identificeerbaar wanneer het gebouw gemeenschappelijk is met een handelsonderneming";

e) in het eerste lid wordt punt 5° vervangen als volgt :

"5° met het Waalse Gewest een driejarige programma-overeenkomst sluiten, met nadere bepaling van :

a) het ambtsgebied van het "Maison du Tourisme" (Huis voor Toerisme);

b) de acties gevoerd om de opdrachten bedoeld in het eerste lid, 2°, te vervullen, in overleg met de "offices du tourisme" en met de "syndicats d'initiative" van het ambtsgebied, alsook met elke bedoelde "fédération provinciale du tourisme";

c) de dagelijkse openingsuren van het onthaalbureau van het "maison du tourisme" met nadere bepaling van degenen die gemeenschappelijk worden uitgevoerd in eenzelfde gebouw met elk "Office du Tourisme" (Dienst voor Toerisme) of "Syndicat d'initiative" (VVV);

d) de uitgevoerde samenwerkingen en synergieën met de "offices du tourisme", "syndicats d'initiative" en elke andere operator, openbaar of privé, die op hetzelfde ambtsgebied als de "maison du tourisme" actief is

e) de gesproken talen in het onthaal- en informatiebureau;";

f) in het eerste lid, in punt 6°, wordt het woord "privé" ingevoegd tussen de woorden "voor de" en de woorden "toeristische operatoren" en wordt het punt aangevuld met de woorden "via de bevordering van de vertegenwoordigers van beroepsverenigingen";

g) het eerste lid wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

"7° met uitzondering van de "maisons du tourisme" die samenwerken met gemeenten die onder andere gewesten vallen en na instemming van de Regering, een grondgebied dekken van minstens vier gemeenten en in de configuratie van het toeristisch landschap passen zoals bepaald door de Regering.;"

h) twee leden luidend als volgt worden ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

"De Regering kan afwijken van het aantal gemeenten bedoeld in het eerste lid, 7°.

Onder privé toeristische operator wordt verstaan, elke natuurlijke of rechtspersoon, van de privé sector die een opdracht of een beroepsactiviteit vervult die een rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de toeristische sector en waarvan :

1° hetzij de activiteit wordt gefinancierd tegen minstens 51 % door privé investeerders;

2° hetzij meer dan de helft van de leden van de beheersorganen afkomstig zijn van de privé sector.;"

i) het vierde lid, het voormalige tweede lid, wordt vervangen als volgt :

"De Regering bepaalt de documenten en de procedure voor de aanneming van de programma-overeenkomst";

j) het vijfde lid, het voormalige derde lid, wordt opgeheven;

k) in het zesde lid, het voormalige vierde lid, worden de punten 2° en 3°, vervangen als volgt :

"2° de opdrachten naleven zoals bepaald in artikel 34. D, 2°;

3° zich niet uitstrekken over het grondgebied van een ander "maison du tourisme" behalve een onderling afgesloten partnerschapsovereenkomst; in dit geval worden de opdrachten uitgeoefend binnen de grenzen bepaald door deze overeenkomst.;"

Art. 17. In artikel 38.D. van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, in punt 2°, vervallen de woorden "een handelsonderneming of";

2° in het tweede lid :

a) wordt punt 1° opgeheven;

b) punt 2° wordt aangevuld met de woorden "met inbegrip van elke publicatie uitgegeven door het "maison du tourisme" dat actief is op hetzelfde grondgebied, door de "fédération(s) touristique(s) provinciale(s)" waaronder het voornoemde "maison du tourisme" valt, alsook door de vzw "Wallonie Belgique Tourisme".

Art. 18. In artikel 39.D. van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, in punt 2°, worden de woorden "een handelsonderneming of" afgeschaft;

2° in het tweede lid :

a) wordt punt 1° opgeheven;

b) punt 2° wordt aangevuld met de woorden "met inbegrip van elke publicatie uitgegeven door het "maison du tourisme" dat actief is op hetzelfde grondgebied, door de "fédération(s) touristique(s) provinciale(s)" waaronder het voornoemde "maison du tourisme" valt, alsook door de vzw "Wallonie Belgique Tourisme".

Art. 19. Artikel 42.D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 42. D - De Regering bepaalt de documenten, de termijnen, de modaliteiten en de procedures betreffende de erkenning en de verlenging van de erkenning als toeristische instelling.

De herstructurering van één of meerdere toeristische instellingen wordt gelijkgesteld met een aanvraag om erkenning. ».

Art. 20. De artikelen 44.D. en 45.D van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 21. In artikel 46.D van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "het Commissariaat-generaal voor Toerisme" vervangen door de woorden "de Regering" en wordt het artikel aangevuld met de woorden "volgens de procedure die zij bepaalt".

Art. 22. De artikelen 47.D tot 55.D van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 23. In artikel 65.D van hetzelfde Wetboek, eerste en tweede lid, worden de woorden "subsidie voor hun werking en jaarlijkse animatie" telkens vervangen door de woorden "subsidie bestemd om de werkings- en animatiekosten te dekken i.v.m. de vervulling van hun opdrachten".

Art. 24. Artikel 68.D van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid wordt het bedrag "42.500 euro" vervangen door het bedrag "75.000 euro";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Het bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 65.D, lid 2, is gelijk aan de som van de aandelen verleend aan alle gemeenten die deel uitmaken van het ambtsgebied van het "maison du tourisme".

Het aan een gemeente verleende aandeel, bedoeld in het tweede lid, wordt bepaald door de werkingstoelage van het "maison du tourisme" waarvan ze lid was op 30 november van het jaar N-1 te verdelen als volgt :

a) 60 % gelijkwaardig verdeeld voor elke gemeente;

b) 20 % verdeeld naar evenredigheid van het aantal personen die op 1 januari van het jaar N voor elke gemeente in het bevolkingsregister worden ingeschreven;

c) 20 % verdeeld naar evenredigheid van het aantal beschikbare bedden per gemeente binnen de toeristische logies die op 1 januari van het jaar N bij of krachtens dit Wetboek worden erkend.

In afwijking van het derde lid, komt een gemeente niet in aanmerking voor een aandeel als zij het ambtsgebied van een "maison du tourisme" verlaat zonder ervan deel hebben uitgemaakt sinds minstens zes jaar. ».

Art. 25. In artikel 70. D van hetzelfde Wetboek worden de woorden "ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst" vervangen door de woorden "gecertificeerde zending".

Art. 26. In boek I, titel II, wordt het hoofdstuk IV, dat de artikelen 74. D tot 76. D inhoudt, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, opgeheven.

Art. 27. In het opschrift van titel III, van boek I, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "Hoge" opgeheven.

Art. 28. In het opschrift van hoofdstuk I, van boek I, titel III, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "Samenstelling van de" en het woord "Hoge" opgeheven.

Art. 29. Artikel 77. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« § 1^{er}. De Raad voor Toerisme bestaat uit :

1° een lid van elk van de technische comités op voorstel van deze comités;

2° vier personen, die geen lid zijn van een technisch comité, die bekend zijn om de deskundigheden die ze in de toeristische sector verworven hebben bij het uitoefenen van reguliere activiteiten, in het verleden of tegenwoordig;

3° twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties en twee vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties, op voorstel van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-Economische Raad van Wallonië).

Elk lid heeft een plaatsvervanger. De Regering wijst de leden aan bedoeld in het eerste lid. Zij wijst onder die leden de voorzitter van de Raad voor Toerisme.

De Regering zorgt ervoor dat de toeristische sectoren die niet over een technisch comité beschikken en "Wallonie Belgique Tourisme" een vertegenwoordiger hebben onder de leden bedoeld in het eerste lid, 2°, met inachtneming van artikel 92^{ter}, tweede lid, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

§ 2. Het secretariaat van de Raad voor Toerisme is waargenomen door de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-Economische Raad van Wallonië).

§ 3. Het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie is van toepassing op de Raad voor Toerisme.

Art. 30. In artikel 78. D van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "Hoge" opgeheven en worden de woorden "bedoeld in artikel 80.D" ingevoegd tussen de woorden "technische comités" en de woorden ", tijdelijke werkgroepen".

Art. 31. In artikel 79. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "Hoge" wordt telkens opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden "de Waalse Gewestraad" vervangen door het woord "het Waals Parlement";

3° het derde en het vierde lid worden opgeheven.

Art. 32. In artikel 80. D van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 2° wordt de referentie "11" vervangen door de referentie "23";

b) in punt 4°, worden de referenties "29 en 32" vervangen door de referenties "11° en 12°";

c) in punt 5° van de Franse versie worden de woorden "du tourisme de terroir" vervangen door de woorden "des hébergements touristiques de terroir" en worden de referenties "18° en 19°" vervangen door de referenties "29° en 35°";

d) in punt 6° worden woorden "en de toerismeverblijven" opgeheven en worden de referenties "36° en 44°" vervangen door de referentie "53°";

e) in punt 7° worden de woorden "uit twee vertegenwoordigers" vervangen door de woorden "bestaande uit minstens één vertegenwoordiger" en het woord "zeven" wordt vervangen door het woord "vier";

f) het artikel wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

"9° het technisch comité van de toeristische gidsen, van vertegenwoordigers van de toeristische gidsen, van de gebruikers en van de opleidingsfilières."

Art. 33. In artikel 81. D van hetzelfde Wetboek, in het eerste lid, punt 1°, wordt het woord "Hoge" opgeheven.

Art. 34. Artikel 82. D van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "uit twaalf leden" vervangen door de woorden "uit minimum zes leden en uit maximum twaalf leden";

2° in het derde lid, wordt het woord "enerzijds," en de woorden "en een dubbeltal van vier namen, waaronder de Regering twee gewone en twee plaatsvervangende leden kiest, anderzijds" opgeheven.

Art. 35. Artikel 83. D van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "van de Hoge Raad voor Toerisme en" opgeheven, de woorden "de Waalse Gewestraad" worden vervangen door het woord "het Waals Parlement" en de woorden "De Hoge Raad voor Toerisme en" worden opgeheven;

2° in paragraaf 1, in het tweede en het derde lid, worden de woorden "van de Hoge Raad voor Toerisme en" telkens opgeheven;

3° in paragraaf 2, in het eerste lid, worden de woorden "van de Hoge Raad voor Toerisme en" opgeheven;

4° in paragraaf 2, in het derde lid, worden de woorden "De Hoge Raad voor Toerisme en" en de woorden "De Hoge Raad voor Toerisme of" opgeheven;

5° in paragraaf 2, in het vierde lid, worden de woorden "van de Hoge Raad voor Toerisme en" opgeheven;

6° in paragraaf 2 worden een lid luidend als volgt, ingevoegd tussen het vierde en het vijfde lid :

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme staat in voor de coördinatie van de adviezen gegeven door de technische comités zoals bedoeld in artikel 81. D, 1°;

7° in paragraaf 2, in het zesde en zevende lid, het voormalige en respectievelijke lid 5 en 6, worden de woorden "van de Hoge Raad voor Toerisme en" telkens opgeheven.

Art. 36. Artikel 88.D, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 88. D. In afwijking van artikel 34. D., eerste lid, 1°, beschikken de "maisons du tourisme" opgericht in de vorm van een intercommunale op 31 december 2016, over een termijn van één jaar, vanaf de inwerkingtreding van dit decreet, om het statuut van vzw te verwerven."

Art. 37. Artikel 95.D, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 95. D. Voor het kalenderjaar 2017 wordt het bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 68.D, tweede lid, elk kwartaal toegekend. Onverminderd artikel 85.D, wanneer op het einde van een kwartaal, de "maison du tourisme" de voorwaarde bedoeld in artikel 34.D, 7°, niet naleeft, ontvangt ze maar 50 % van de driemaandelijke subsidie. ».

Art. 38. De artikelen 96. D tot 98. D. en 100. D. van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in Boek II. Inzake toeristische bezienswaardigheden

Art. 39. In titel I, boek II van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift vervangen door wat volgt :

"Titel I - Toeristische publicaties".

Art. 40. In artikel 108. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de publicatie van brochures" vervangen door de woorden "de publicaties";

2° in het tweede lid worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "per gecertificeerde zending";

3° het derde lid wordt aangevuld als volgt :

"volgens de procedure bepaald door de Regering";

4° in het vierde lid worden de woorden "Er wordt overeenkomstig de procedure voorzien bij de artikelen 125.D tot en met 129.D. beslist" en de uitdrukking "tot en met 154.D." opgeheven.

Art. 41. In artikel 110.D van hetzelfde Wetboek, wordt de uitdrukking "artikel punt 1.D, 3^o" vervangen door de uitdrukking "artikel 1.D, 5^o".

Art. 42. In artikel 111.D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 3°, wordt de uitdrukking "artikel 1.D, 3^o" vervangen door de uitdrukking "artikel 1.D, 5^o";

2° in punt 4°, wordt de uitdrukking "130.D, tweede lid" vervangen door de uitdrukking "130.D, derde lid".

Art. 43. In artikel 113.D van hetzelfde Wetboek, wordt de zin aangevuld met wat volgt :

", met uitzondering van de gevallen voorzien door de Regering".

Art. 44. Artikel 114. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 114. D. — De Regering bepaalt de documenten, de modaliteiten en de procedures betreffende het toekennen van de vergunning om de beschermde benaming bedoeld in artikel 1.D, 5° te gebruiken, zijn verlenging en zijn intrekking. In het geval van verlenging kan zij een vereenvoudigde procedure voorzien."

Art. 45. De artikelen 116. D tot 119. D, 122. D, 123. D, 125. D tot 129. D, van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 46. Artikel 130.D van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid :

a) de uitdrukking "artikel 1.D, 3^o" wordt vervangen door de uitdrukking "artikel 1.D, 5^o";

b) de punten 3° tot 5° worden opgeheven

2° een tweede lid wordt ingevoegd tussen het eerste en het derde lid, het voormalige tweede lid, luidend als volgt :

"Zij hebben minstens betrekking op :

1° de staat van onderhoud, gezondheid en schoonheid, en de veiligheid van de toeristische bezienswaardigheid;

2° de zedelijkheid van de vergunningsaanvrager, de houder ervan of van de persoon die verantwoordelijk is voor het dagelijks bestuur van de toeristische bezienswaardigheid;

3° de informatie betreffende de bezoekersaantallen in de toeristische bezienswaardigheid die laatstgenoemde verplicht is te verstrekken."

3° in het derde lid, het voormalige tweede lid, worden de woorden "de punten 1° en 2° van het eerste lid" vervangen door de uitdrukking "het eerste lid, de punten 1° en 2°".

Art. 47. In artikel 132.D van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

"Die criteria hebben minstens betrekking op de openingsperiodes."

Art. 48. In artikel 142.D van hetzelfde Wetboek worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "per gecertificeerde zending".

Art. 49. Artikel 143. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 143. D - De Regering bepaalt de documenten, de modaliteiten en de procedures betreffende de herziening van de categorie-indeling van een toeristische bezienswaardigheid. ».

Art. 50. De artikelen 145. D tot 147. D van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 51. In artikel 148. D van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de artikelen 125.D tot en met 129.D" vervangen door de woorden "de Regering".

Art. 52. In artikel 149.D. van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden ", volgens de procedure en de modaliteiten die hij bepaalt," ingevoegd tussen het woord "kan" en de woorden "een gemotiveerd beroep";

2° in het eerste lid, in punt 2°, wordt de uitdrukking "130.D, tweede lid" vervangen door de uitdrukking "130.D, derde lid";

3° het tweede en het derde lid worden opgeheven.

Art. 53. De artikelen 150. D tot 154.D van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 54. In artikel 173. D, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "kent de regering een subsidie toe" vervangen door de woorden "kan de Regering een subsidie toekennen".

Art. 55. In artikel 175.D, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt de uitdrukking "20 %" vervangen door de uitdrukking "30 %".

Art. 56. Artikel 181. D van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het bedrag "100.000 euro" vervangen door het bedrag "200.000 euro";

2° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden "artikel 3 van Verordening (EG) nr. 1998/2006 van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag op de minimis-steun" vervangen door de woorden "artikel 6 van Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun".

Art. 57. Artikel 182.D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"De Regering bepaalt de documenten, de modaliteiten en de procedures betreffende de toekenning en de vereffening van de subsidies."

Art. 58. In artikel 185. D, § 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

De vereffening van de subsidie wordt uitgevoerd voor zover de toeristische bezienswaardigheid in werking is en over de toestemming beschikt om de benaming toeristische bezienswaardigheid te gebruiken op het tijdstip van de vereffening."

Art. 59. In artikel 190. D, § 1, eerste lid, punt 1°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "de politierechter" vervangen door de woorden "de onderzoeksrechter volgens de procedure bedoeld in artikel 24, § 2, van het sociaal strafwetboek".

Art. 60. In artikel 192. D, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

"In de volgende gevallen loopt de overtreders een administratieve geldboete op waarvan het bedrag 125 euro niet mag overschrijden :

1° de niet naleving van de procedure betreffende een vergunningsaanvraag als toeristische bezienswaardigheid;

2° de niet-melding, door de houder van de vergunning, van elke wijziging die de toekenningsvoorwaarden van de vergunning bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme zou kunnen beïnvloeden;

3° een overtreding van de artikelen 142. D en 188. D;

4° een overtreding van elk bepaling genomen in uitvoering van de handelingen bedoeld in de punten 1° tot 3°.

Art. 61. In artikel 193.D, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "de artikelen 119.D, 122.D, 142. D, 188. D of de bepalingen getroffen ter uitvoering van die artikelen overtreedt" vervangen door de woorden "de vergunningsprocedure bedoeld in artikel 114.D of de artikelen 142. D et 188. D of de bepalingen genomen in uitvoering van deze artikelen niet naleeft. ».

Art. 62. Artikel 197. D, van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in Boek III. Toeristische logiesverstrekkende inrichtingen

Art. 63. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van boek III vervangen door wat volgt: "Toeristische Logies".

Art. 64. In artikel 199. D, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "per elektronische post en" ingevoegd tussen de woorden "ertoe verplicht hem" en de woorden "binnen de dertig dagen" en worden de woorden "toeristische logiesverstrekkende inrichtingen" vervangen door de woorden "toeristische logies", en worden de woorden "de publicatie van brochures" vervangen door het woord "publicaties";

2° in het tweede lid, wordt de uitdrukking "bij de artikelen 217.D tot 221.D" vervangen door de uitdrukking "bij artikel 217.D" en wordt de uitdrukking "tot 293.D" opgeheven.

Art. 65. In boek III, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van titel II vervangen door wat volgt :

"Hotelbedrijven, streekgebonden toeristisch logies, gemeubileerde vakantiewoningen, toeristische campings en vakantie dorpen".

Art. 66. In boek III, titel II, van hetzelfde Wetboek, wordt het huidig hoofdstuk I vernummerd tot hoofdstuk *Ibis*.

Art. 67. In boek III, titel II, van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk I ingevoegd met als opschrift: "Exploitatatievoorwaarden".

Art. 68. In hoofdstuk I van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 67, wordt een artikel 201/1. D. ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 201/1. D. § 1. Elke exploitant van een toeristische logies moet de volgende voorwaarden naleven :

1° beschikken over een brandveiligheidsattest of, in voorkomend geval, over een vereenvoudigd controleattest, verleend in overeenstemming met boek III, titel IV, hoofdstuk 1 betreffende de brandveiligheid;

2° geen verblijfsduur van minder dan één nacht aanbieden;

3° beschikken over een verzekering tot dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid voor alle schade, berokkend door de exploitant of door elke persoon belast met de exploitatie van het toeristische logies;

4° niet in België veroordeeld zijn overeenkomstig een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing en in België uitgesproken wegens een overtreding omschreven in boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of die in het buitenland is uitgesproken wegens een feit dat één van die overtredingen uitmaakt, behalve indien de tenuitvoerlegging van de straf opgeschort is en de veroordeelde het voordeel van de opschorting niet verloren heeft.

Elke exploitant van een toeristische logies legt een verklaring af bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme die betrekking heeft op de naleving van de voorwaarden opgesomd in het eerste lid, 1° tot 4°. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure betreffende het vervullen van deze verklaring.

Op elk ogenblik kan de exploitant het voorwerp uitmaken van een controle om de naleving van de voorwaarden volgens de modaliteiten voorzien door de Regering na te gaan.

In afwijking van het eerste lid is er geen enkele verklaring vereist als, gedurende maximum zestig dagen per jaar, het terrein wordt bestemd voor het kamperen door groepen die lid zijn van een jeugdorganisatie erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap of nog door de bevoegde overheid van elke Lidstaat van de Europese Unie en die uitsluitend tenten gebruiken als verplaatsbare verblijven.

§ 2. Behalve de naleving van de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, moet elke groot onderkomen, al dan niet erkend door het Commissariaat-generaal voor Toerisme, aan één van de twee volgende criteria voldoen :

1° zich bevinden in een woonkern op een afstand die de rust van de omwonenden garandeert;

2° de exploitant van het toeristische logies of de persoon belast met het dagelijkse beheer van het toeristische logies zorgt voor de aanwezigheid van een behoorlijk gemachtigde verantwoordelijke voortdurend ter plaatse of in de onmiddellijke nabijheid; hij zorgt voor de goede toepassing van het huurcontract, alsook voor de strikte naleving van de kalmte van de omwoners.

De exploitant van het toeristische logies dient zich ervan te vergewissen dat de bewoners van laatstgenoemde de omwonenden en hun normale rust respecteren.

Indien de betrokken burgemeester bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme tussenbeide moet komen omdat de bewoners van het toeristische logies de rust van de omwonenden verstoren, licht het Commissariaat-generaal voor Toerisme de burgemeester in over het gevolg dat gegeven is aan diens tussenkomst binnen de drie maanden na ontvangst ervan. ».

Art. 69. Hetzelfde hoofdstuk I wordt aangevuld met een artikel 201/4. D, luidend als volgt :

"Art. 201/4. D. Elke tussenpersoon bedoeld in het tweede lid bezorgt, voor de toeristische logiezen gelegen in het Franse taalgebied waarvoor hij promotie pogingen verricht, aan de ambtenaren en personeelsleden bedoeld in artikel 494.D, op schriftelijk verzoek, de gegevens met het oog op de identificatie van de exploitant en de adresgegevens van de toeristische logiezen. Deze gegevens worden opgevraagd in het kader van een steekproef of bij twijfel over de niet-naleving van de voorwaarden bedoeld bij of krachtens artikel 201/1. D, of in het kader van een klacht over een toeristisch logies.

De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende het overmaken van de gegevens ».

Art. 70. In artikel 202. D van hetzelfde Wetboek, wordt de uitdrukking "artikel 1.D, 14°, 18°, 19°, 22°, 29°, 32°, 36° en 44°" vervangen door de uitdrukking "artikel 1. D, 11°, 12°, 23°, 29°, 35°, 47° en 53°" en worden de woorden "een toeristische logiesverstrekkende inrichting" vervangen door de woorden "een toeristisch logies".

Art. 71. In artikel 203. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden in de punten 2°, 3°, 5° en 6°, de woorden "de toeristische logiesverstrekkende inrichting" telkens vervangen door de woorden "het toeristisch logies"

b) in het tweede lid wordt het woord "toeristisch kampeerterrein" vervangen door het woord "toeristische camping";

c) in het tweede lid, in punt 1°, wordt het woord "kampeerterreinen" vervangen door het woord "campings" en worden de woorden "seizoensgebonden en residentiële" vervangen door de woorden "en seizoensgebonden".

Art. 72. Artikel 205. D van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen" worden vervangen door de woorden "de toeristische logiezen";

2° de zin wordt aangevuld met wat volgt :

" , met uitzondering van de gevallen voorzien door de Regering".

Art. 73. Artikel 206. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"De Regering bepaalt de documenten, de modaliteiten en de procedures betreffende de toekenning van de vergunning bedoeld in artikel 202. D. Zij kan een vereenvoudigde procedure voorzien wanneer de exploitatie overgenomen wordt door de samenwonende, een bloedverwant in opgaande dan wel nederdalende lijn in de eerste graad.

De vergunningsaanvraag kan een aanvraag bevatten tot afwijking van de voorwaarden voor het toekennen van de vergunning en voor het gebruik van een benaming bedoeld in artikel 222. D, § 1, eerste lid, 1° en 2°, of van de indelingscriteria bedoeld in artikel 262. D. ».

Art. 74. De artikelen 208.D tot 211.D en 215.D van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 75. In artikel 216.D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht in de punten 2° en 3°, de woorden "de streekgebonden toeristische logies," worden ingevoegd tussen de woorden "toeristische logiesverstrekkende inrichting," en de woorden "de gemeubileerde vakantiewoning", de woorden "het toeristisch kampeerterrein" worden vervangen door de woorden "de toeristische camping" en de woorden " of het toerismeverblijf" worden opgeheven en het woord "of" wordt ingevoegd tussen de woorden "de toeristische camping," en de woorden "het vakantieoord".

Art. 76. Artikel 217. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 217. D. De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten betreffende de intrekking van de vergunning".

Art. 77. De artikelen 218.D tot 221.D van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 78. In artikel 222. D, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, worden de referenties "11°, 15°, 16°, 19°, 26°, 29°, 33° en 41" vervangen door de referenties "11°, 12°, 23°, 29°, 35°, 47° en 53°" en worden de woorden "toeristische logiesverstrekkende inrichting" vervangen door de woorden "toeristisch logies";

b) in het tweede lid, in de punten 1° en 3°, worden de woorden "het toeristisch kampeerterrein" telkens vervangen door de woorden "de toeristische camping";

c) in het eerste lid worden in de punten 4° en 7°, worden de woorden "de toeristische logiesverstrekkende inrichting" telkens vervangen door de woorden "het toeristisch logies";

d) in het tweede lid, in punt 4°, worden de woorden "de toeristische kampeerterreinen" vervangen door de woorden "de toeristische campings".

Art. 79. Artikel 223. D van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 80. Artikel 228. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 228.D. Het streekgebonden toeristisch logies beantwoordt aan volgende voorwaarden tegelijk :

1° de houder van de vergunning is een natuurlijke persoon;

2° een houder van diens samenwonende kunnen niet meer dan vijf landelijke vakantiewoningen, vakantiewoningen in de stad of vakantiewoningen op de hoeve als streekgebonden toeristisch logies aanbieden, alsook niet meer dan vijf gastenkamers of gastenkamers op de hoeve als streekgebonden toeristisch logies aanbieden;

3° de verplichting om de toerist te ontvangen;

4° tegen de voorwaarden betreffende de restauratie bepaald door de Regering;

De Regering bepaalt deze voorwaarden."

Art. 81. De artikelen 229. D tot 232. D van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 82. In het opschrift van afdeling IV van boek III, titel II, hoofdstuk II, worden de woorden "en presentatie van het streekaanbod" opgeheven.

Art. 83. In boek III, titel II, hoofdstuk II, wordt het opschrift van afdeling V vervangen door wat volgt :

"Toeristische campings en campings op de hoeve".

Art. 84. Artikel 244. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 244. D - Een niet-verplaatsbaar verblijf :

1° blijft de eigendom van de vergunninghouder of de eigenaar van de camping;

2° wordt uitsluiten verhuurd aan de doorreizende kampeersers;

3° wordt niet gebruikt als permanente bewoning;

4° wordt geïnstalleerd in een gebied dat daartoe voorzien is.

Het aantal niet-verplaatsbare verblijven mag niet hoger zijn dan 40 % van het totaal aantal kampeerplaatsen van een toeristische camping. ».

Art. 85. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 249/1, luidend als volgt :

"Art. 249/1. D - Het beoefenen van camping is verboden :

1° op de openbare weg, met uitzondering van de uitgeruste ruimten voor de ontvangst van campers;

2° binnen een straal van 100 meter van plaatsen waar water voor menselijk gebruik wordt gewonnen;

3° in een landschap geklasseerd door de bevoegde overheden.

Het toevallig beoefenen van de camping, buiten de openbare wegen, is ten voorlopige titel toegelaten door middel van tenten, tourcaravans en motorhomes op voorwaarde een voorafgaandelijk en schriftelijk akkoord te bekomen van de burgemeester ter gelegenheid van eenmalige sportieve, culturele of sociale manifestaties, georganiseerd door wettelijk opgerichte verenigingen.

De burgemeester zal erop toezien dat alle maatregelen worden genomen teneinde de hygiëne, de veiligheid, de openbare rust en de goede plaatselijke inrichting te garanderen. In geval van zware tekortkoming aan deze bepalingen zal de burgemeester onmiddellijk een einde kunnen stellen aan de bezetting van de plaats."

Art. 86. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 252/1. D, luidend als volgt :

"Art. 252/1. D - Elke camping op de hoeve :

1° heeft een maximale capaciteit van zes verplaatsbare verblijven en van dertig personen hierna "ruimte voor de ontvangst op de hoeve" genoemd of;

2° heeft een capaciteit gelegen tussen de zeven en veertien verplaatsbare verblijven en een maximale capaciteit van vijfenveertig personen of;

3° heeft een capaciteit gelegen tussen vijftien en twintig verplaatsbare verblijven en een maximale capaciteit van zestig personen.”.

Art. 87. In boek III, titel II, hoofdstuk II, wordt de afdeling VII met als opschrift "Toerismeverblijf" opgeheven.

Art. 88. In artikel 262. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de toeristische kampeertreinen, de kampeertreinen op een hoeve en de vakantie dorpen uitgezonderd, dienen te voldoen aan" vervangen door de woorden "de toeristische campings, de campings op een hoeve en de vakantie dorpen uitgezonderd, voldoen aan" en de woorden "de toeristische logiesverstrekkende inrichting" worden vervangen door "de toeristische logies";

1° in het tweede lid worden de woorden "toeristische logiesverstrekkende inrichtingen" vervangen door het woord "toeristische logiezen".

Art. 89. In artikel 264. D van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de toeristische kampeertrein, het vakantie dorp, de verblijfseenheid of het toerismeverblijf" vervangen door de woorden "de toeristische camping of het vakantie dorp".

Art. 90. In artikel 266. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

" § 1. Er wordt één enkele en enige indeling toegekend per vakantie dorp en het omvat ook de indeling van de verblijfseenheden.”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden "een verblijfseenheid" vervangen door de woorden "een vakantie dorp".

Art. 91. In artikel 267. D van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 92. In artikel 280. D van hetzelfde Wetboek worden de woorden ", volgens de procedure bepaald door de Regering, ingevoegd tussen het woord "herziet" en de woorden "de categorie-indeling" en worden de woorden "een toeristische kampeertreinen, een vakantie dorp en een verblijfseenheid of een toerismeverblijf" vervangen door de woorden "een toeristische camping of een vakantie dorp".

Art. 93. De artikelen 281. D en 284. D tot 287. D van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 94. In artikel 288. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"De Regering bepaalt de procedure die van toepassing is in het geval van een beroep tegen een beslissing bedoeld in het eerste lid.”;

2° het derde en het vierde lid worden opgeheven.

Art. 95. De artikelen 289. D tot 293. D van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 96. In artikel 296. D, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 2° wordt vervangen als volgt :

"2° een bemiddelaar van het Waalse Gewest”;

b) in punt 4° worden de woorden "streekgebonden toerisme" vervangen door de woorden "streekgebonden toeristische logiezen”;

c) in punt 7° worden de woorden "en toerismeverblijven" opgeheven.

Art. 97. In artikel 297. D van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "toeristische logiesverstrekkende inrichting" vervangen door de woorden "toeristische logies".

Art. 98. In artikel 332. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "toeristische logiesverstrekkende inrichting" vervangen door "toeristische logies" en wordt de uitdrukking "bedoeld in artikel 201/1. D, § 1, 1^o" ingevoegd tussen het woord "brandveiligheidsattest" en het woord "behalve”;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 99. Artikel 333. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 333. D. Het brandveiligheidsattest wordt bekomen, volgens de modaliteiten en de procedure bepaald door de Regering, voor elk gebouw of gebouwgedeelte.”.

Art. 100. In artikel 336. D van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "toeristische logiesverstrekkende inrichting" vervangen door de woorden "toeristische logies".

Art. 101. De artikelen 338. D en 340. D tot 343. D worden opgeheven.

Art. 102. In boek III, titel IV, hoofdstuk 1, van hetzelfde Wetboek, wordt een afdeling *Ilbis* ingevoegd, met als opschrift "Dwangmaatregelen".

Art. 103. In afdeling *Ilbis*, ingevoegd bij artikel 102, wordt een artikel 343/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 343/1. D - Wanneer het toeristische logies niet over een brandveiligheidsattest of een vereenvoudigde controle beschikt om de veiligheid van zijn bewoners te garanderen, kan de burgemeester :

1° bevel geven tot de volledige of gedeeltelijke opheffing van de exploitatie van de inrichting;

2° de inrichting verzegelen en, desnoods, overgaan tot de onmiddellijke tijdelijke sluiting;

3° elke nuttige maatregel treffen om de brandveiligheid van de inrichting te garanderen.”.

Art. 104. Artikel 344. D van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een derde en een vierde lid, luidend als volgt :

"De afwijking heeft een geldigheidsduur van twintig jaar voor zover het gebouw, het gebouwgedeelte of de uitrusting ervan niet zodanig verbouwd zijn dat de brandveiligheid ervan in het gedrang zou kunnen komen.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure betreffende de afwijkingstoekenning. ».

Art. 105. In artikel 345. D van hetzelfde Wetboek, wordt het eerste lid opgeheven.

Art. 106. Artikel 346. D van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 107. Artikel 347. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 347. D. In afwijking van artikel 332. D, wordt een attest van vereenvoudigde controle verleend door de burgemeester tegen de cumulatieve voorwaarden vastgelegd door de Regering en bepaald in bijlage 18, en die betrekking hebben op minimale eisen die nageleefd moeten worden t.o.v. uitrustingen en installaties om brand te voorkomen en de veiligheid van personen te garanderen.

De burgemeester kan, mits beslissing van het college, zijn bevoegdheid voor de toekenning van een vereenvoudigd controle-attest overdragen aan een instelling aangewezen door de Regering. ».

Art. 108. In artikel 354. D, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "bij de Regering" worden vervangen door de woorden ", volgens de modaliteiten en de procedure bepaald door de Regering, bij laatstgenoemde";

b) punt 2° wordt vervangen als volgt :

"2° indien hij de beslissing van de burgemeester of van de instelling bedoeld in artikel 347.D, tweede lid, niet gekregen heeft binnen de drie maanden te rekenen van de ontvangst van zijn beroep door laatstgenoemde.";

c) het derde en het vierde lid worden opgeheven.

Art. 109. De artikelen 355. D tot 359. D van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 110. In artikel 362. D, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

b) in punt 4° worden de woorden "streekgebonden toerisme" vervangen door de woorden "streekgebonden toeristische logiezen";

b) in punt 7° vervalt het woord "Hoge";

c) in punt 8° worden de woorden "en toerismeverblijven" opgeheven;

d) het lid wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt:

"9° twee gewone leden die de kampplaatsen vertegenwoordigen op voorstel van de erkende instelling overeenkomstig artikel 453. D. ».

Art. 111. In artikel 363. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "Hoge" opgeheven en worden de woorden "toeristische logiesverstrekkende inrichting" vervangen door de woorden "toeristische logies";

2° in het tweede lid, wordt het woord "Hoge" opgeheven en worden de woorden "toeristische logiesverstrekkende inrichting" telkens vervangen door de woorden "toeristische logies" en worden de referenties "11°, 15°, 16°, 26°, 29°, 33° of 41°" vervangen door de referenties "11°, 12°, 23°, 29°, 35° of 53°".

Art. 112. In artikel 364. D van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "Hoge" opgeheven.

Art. 113. In artikel 376.D van hetzelfde Wetboek worden de woorden "verleent de Regering een subsidie" telkens vervangen door de woorden "kan de Regering een subsidie verlenen".

Art. 114. In artikel 379. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de uitdrukking "30 %" wordt vervangen door de uitdrukking "40 %";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 115. In artikel 380. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het bedrag "5.000" vervangen door het bedrag "7.500";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 116. Artikel 381. D, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 381. D. De Regering bepaalt het totaalbedrag van de subsidies die worden verleend voor een hotelverblijf en dat kan variëren naargelang de huisvestingscapaciteit."

Art. 117. In boek III, titel V, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van Hoofdstuk II aangevuld door wat volgt : "en de gemeubileerde vakantiewoningen".

Art. 118. In artikel 382.D van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "verleent de Regering een subsidie" vervangen door de woorden "kan de Regering een subsidie verlenen" en wordt de uitdrukking "artikel 1.D, 15°" vervangen door de uitdrukking "artikel 1.D, 29°".

Art. 119. In artikel 385. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de uitdrukking "30 %" vervangen door de uitdrukking "20 %";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 120. In artikel 386. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"1°. Er kan geen enkele subsidie verleend worden indien de kostprijs van de aankopen, de werken en het ereloon, aftrekbare belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen, lager is dan :

1° 3.000 euro per landelijke vakantiewoning, vakantiewoning op de hoeve of stedelijke vakantiewoning;

2° 1.000 euro per gastenkamer of gastenkamer op de hoeve.";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 121. Artikel 387. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 387. D. De Regering bepaalt het totaalbedrag van de subsidies die worden verleend voor een landelijke vakantiewoning, stedelijke vakantiewoning of vakantiewoning op de hoeve, en dat kan variëren naargelang de huisvestingscapaciteit."

Art. 122. In artikel 388.D van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "kent de regering een subsidie toe" vervangen door de woorden "kan de regering een subsidie toekennen".

Art. 123. In artikel 390. D, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de punten 1° en 2° worden vervangen als volgt :

"1° 2.500 euro per gemeubileerde vakantiewoning die maximum vijftien personen kan ontvangen;

2° 7.000 euro per gemeubileerde vakantiewoning die meer dan vijftien personen kan ontvangen;

b) punt 3° wordt opgeheven.

Art. 124. In boek III, titel V, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van hoofdstuk IV vervangen door wat volgt :

"Subsidies voor toeristische campings en campings op de hoeve".

Art. 125. In artikel 391 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "verleent de Regering een subsidie" telkens vervangen door de woorden "kan de Regering een subsidie verlenen" en worden de woorden "toeristische kampeerterrainen" telkens vervangen door de woorden "toeristische campings".

Art. 126. Artikel 395. D, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 395. D. § 1^{er}. Het subsidiepercentage bedraagt 30 % van de kostprijs van de aankopen, werkzaamheden, ereloon en animatiekosten bedoeld in artikel 391. D, eerste lid.

In afwijking van het eerste lid, bedraagt het subsidiepercentage 50 % van de kostprijs van de investeringen :

1° wanneer de werken en aankopen worden uitgevoerd in een toeristische camping met minstens 50 % van diens plaatsen voorbehouden voor kampeerders op doortocht;

2° wanneer de werken en aankopen de behandeling, de zuivering en de lozing van afvalwater van de camping betreffen, met inbegrip van de algemene riolering;

3° wanneer de werken en aankopen diegenen betreffen die in artikel 391. D., tweede lid, zijn bedoeld;

4° Wanneer de werken en aankopen bestemd zijn om de toeristische camping of de camping op de hoeve in overeenstemming te brengen met de basisnormen of de specifieke normen.

§ 2. Het subsidiepercentage bedraagt 50 % van de kostprijs van de aankopen, werken en ereloon bedoeld in artikel 391.D, tweede lid. ».

Art. 127. In artikel 396. D van hetzelfde Wetboek, wordt het bedrag "5.000" vervangen door het bedrag "7.500", de woorden "toeristisch kampeerterein" worden vervangen door "toeristische camping", het bedrag "1.000" wordt vervangen door het bedrag "1.500" en de woorden "kampeerterein op de hoeve" worden vervangen door "camping op de hoeve".

Art. 128. Artikel 397. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art 397. D. Het totaalbedrag van de subsidies die worden verleend voor een toeristische camping mag 85.000 euro per periode van drie jaar niet overschrijden, zelfs bij verandering van eigenaar of van houder van de vergunning.

De Regering is gemachtigd om een maximumbedrag per categorie werken vast te leggen, alsook het totaalbedrag van de subsidies die worden verleend voor een camping op de hoeve en dat kan variëren naargelang de huisvestingscapaciteit. ».

Art. 129. In artikel 398.D van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "kent de Regering een subsidie toe" vervangen door de woorden "kan de Regering een subsidie toekennen".

Art. 130. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 398/1. D, luidend als volgt :

"Art. 398/1. D - De toekenning van de subsidies bedoeld in artikel 398. D wordt onderworpen aan de naleving van de volgende voorwaarden :

1° 75 % van de eigenaars van woningen gelegen in het vakantiedorp hebben ingestemd met de werkzaamheden en de aankopen waarvoor de subsidie is aangevraagd;

2° het beheer en het in de handel brengen van verblijfseenheden worden toevertrouwd aan professionelen of aan een beheersorgaan;

3° de gesloten basisakte bepaalt minstens de aangenomen bepalingen om het onderhoud van de verblijfseenheden en collectieve uitrustingen te garanderen;

4° de beheersovereenkomst bepaalt minstens de aangenomen bepalingen om het onderhoud van de verblijfseenheden te garanderen.

5° de subsidieaanvraag bevat een omschrijving van de werken en aankopen die gepland zijn zowel inzake collectieve uitrusting als verblijfseenheden, voor de vijf jaren die volgen op de subsidieaanvraag. ».

Art. 131. Artikel 399. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 399. D. Van de aankopen en werken waarvoor een subsidie verleend kan worden krachtens artikel 398. D., stelt de Regering een nauwkeurige opgave vast."

Art. 132. In artikel 400.D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"In afwijking van het eerste lid, bedraagt het subsidiepercentage 50 % van de kostprijs van de investeringen wanneer de uitgaven bestemd zijn :

1° om de vakantiedorpen in overeenstemming te brengen met de basisnormen of de specifieke normen;

2° voor de inrichtings- en uitrustingswerken van de installaties voor de behandeling, de zuivering en de lozing van afvalwater, met inbegrip van de algemene riolering en de ontsmettingssystemen.";

2° in paragraaf 2 wordt het bedrag "5.000" vervangen door het bedrag "7.500";

3° in paragraaf 3 wordt het bedrag "50.000" vervangen door het bedrag "85.000";

Art. 133. Artikel 401. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 401. D. Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting kan de Regering een subsidie toekennen voor de aankoop van roerende goederen of materialen uitgevoerd in verblijfseenheden, en voor de desbetreffende werkzaamheden en ereloon bestemd voor de oprichting en de renovatie van verblijfseenheden.

Van de aankopen en werken waarvoor een subsidie bedoeld in het eerste lid verleend kan worden, stelt de regering een nauwkeurige opgave vast.

Art. 134. Artikel 402. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art 402. D. Het subsidiepercentage bedraagt 30 % van de kostprijs van de aankopen, werkzaamheden en ereloon bedoeld in artikel 401.D.

"In afwijking van het eerste lid bedraagt het subsidiepercentage 50 % van de kostprijs van de investeringen wanneer de uitgaven bestemd zijn om de verblijfseenheden in overeenstemming te brengen met de basisnormen of de specifieke normen. Per periode van tien jaar kan het totaalbedrag van de voor een verblijfseenheid toegekende subsidies niet hoger zijn dan 9.000 euro zelfs in geval van verandering van eigenaar.

De regering kan een maximumbedrag per categorie werken vastleggen."

Art. 135. In boek III, titel V, van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk Vbis ingevoegd met als opschrift "Ongewone toeristische logiezen".

Art. 136. In hoofdstuk Vbis ingevoegd bij artikel 135, wordt een artikel 402/1. D. ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 402/1. D. § 1. De Regering spreekt zich uit, mits advies van de Raad voor Toerisme, over de erkenning van het ongewoon karakter van een toeristisch logies volgens de procedure die zij bepaalt.

Een toeristisch logies wordt beschouwd als ongewoon als hij kenmerken vertoont die ingaan tegen het gemeenschappelijk gebruik, onverwacht en ongewoon, namelijk ten opzichte van zijn architectuur, van zijn oneigenlijk gebruik, van de originaliteit van zijn activiteiten en prestaties, van zijn unieke geografische ligging.

Het ongewone toeristische logies kan worden onderworpen aan de naleving van de voorwaarden betreffende :

1° de kenmerken van het gebouw en diens naaste omgeving zoals meer bepaald de ruimteindeling en de uitrusting ervan;

2° de staat van onderhoud, gezondheid en schoonheid, het comfort en de veiligheid van het gebouw en diens naaste omgeving.

Wanneer de Regering zich heeft uitgesproken over het ongewoon karakter van het toeristisch logies, identificeert zij één van de categorieën bedoeld in artikel 1. D, 1°, 2°, 11°, 23°, 29°, 35° en 50°, waarmee het ongewone logies wordt gelijkgesteld.

§ 2. Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting, kan een ongewone toeristische logies, gelijkgesteld met een streekgebonden toeristische logies of een verblijfseenheid, in aanmerking komen voor de subsidies bedoeld respectievelijk in de artikelen 385.D en 402.D, met een subsidiepercentage verhoogd met tien percent.

Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting, kan een ongewone toeristische logies, gelijkgesteld met een mobiel of niet-verplaatsbaar verblijf, in aanmerking komen voor de subsidies bedoeld in artikel 391.D., met een subsidiepercentage verhoogd met tien percent.

Het percentage van de subsidie wordt beperkt tot een maximum van 55 % . De Regering bepaalt de documenten, de modaliteiten en de procedures betreffende de erkenning van het ongewone karakter van het toeristisch logies

§ 3. De Raad voor Toerisme kan op de vergaderingen een vertegenwoordiger uitnodigen van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Departement Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw om zijn advies uit te brengen over de erkenning van het ongewone logies. ».

Art. 137. In het opschrift van hoofdstuk VI, van boek III, titel V, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "de toeristische kampeerterrinen" vervangen door de woorden "de toeristische campings".

Art. 138. In artikel 405. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, in punt 1°, worden de woorden "toeristische logiesverstreckende inrichting" vervangen door de woorden "toeristische logies";

b) in het tweede lid, wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "tien".

Art. 139. In artikel 407 van hetzelfde Wetboek, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

"De Regering bepaalt de procedure voor het toekennen, de vereffening en de controle van de subsidies."

Art. 140. Artikel 409. D van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 141. In artikel 411. D, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 1° worden de woorden "tot subsidie" ingevoegd tussen het woord "aanvraag" en het woord "aangevat"

b) punt 2° wordt opgeheven;

c) punt 3° wordt vervangen als volgt :

"3° de aankopen en de werkzaamheden waarvoor ze toegekend is, zijn voltooid, het toeristische logies is functioneel en beschikt over de vergunning om de benaming bedoeld in artikel 1, 11°, 12°, 23°, 29°, 35°, 50° en 53° te gebruiken op het ogenblik van de vereffening;"

d) in punt 4°, wordt het bedrag "125" vervangen door het bedrag "250";

e) in punt 5° worden de woorden "toeristische logiesverstreckende inrichting" vervangen door de woorden "toeristische logies";

f) punt 6° woord aangevuld met de woorden : de woorden "voor zover ze opgesteld worden door bij de Federale Overheidsdienst Financiën geregistreerde ondernemingen" worden vervangen door de woorden "voor zover ze opgesteld worden door ondernemingen geregistreerd bij de Federale Overheidsdienst Financiën of bij de bevoegde overheid van elke Lidstaat van de Europese Unie";

g) in punt 7° worden de woorden "de toeristische logiesverstreckende inrichting" vervangen door de woorden "het toeristische logies" en worden de woorden "of zijn bloedverwant tot de derde graad" en "de bediende," opgeheven.

Art. 142. In artikel 414. D van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "Behoudens voorafgaandelijke andersluidende beslissing van de Regering dient de subsidiegerechtigde de subsidie in verhouding tot het aantal overblijvende jaren terug te betalen" worden vervangen door de woorden "De subsidiegerechtigde betaalt de subsidie in verhouding tot het aantal overblijvende jaren terug" en het woord "vijf" wordt vervangen door het woord "tien";

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende zin :

"De Regering kan de niet-terugbetaling van een subsidie toelaten onder de voorwaarden die zij bepaalt."

Art. 143. In artikel 465.D van hetzelfde Wetboek, wordt de uitdrukking "artikel 1.D, 11° à 16°, 26°, 28°, 33°, 34° en 41°" vervangen door de uitdrukking "artikel 1.D, 4°, 11°, 12°, 17°, 23°, 29°, 35°, 48°, 50° en 53°" ..

Art. 144. In artikel 490.D. van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1° wordt vervangen als volgt :

"1° de aankopen worden uitgevoerd op zijn vroegst op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de indiening van de aanvraag en uiterlijk op 31 december van het jaar volgend op het jaar van de vastlegging van de subsidie in de begroting; de werkzaamheden beginnen op zijn vroegst op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de indiening van de aanvraag tot subsidie en uiterlijk op 31 december volgend op het jaar van de vastlegging van de subsidie in de begroting;"

b) punt 2° wordt opgeheven;

c) punt 3° wordt vervangen als volgt :

"3° de aankopen en de werkzaamheden waarvoor ze toegekend is, worden voltooid en het toeristische logies is functioneel;"

Art. 145. In artikel 494.D. van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 1°, worden de woorden "van de politierechter" vervangen door de woorden "van de onderzoeksrechter volgens de procedure bedoeld in artikel 24, § 2, van het sociaal strafwetboek";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

"De aangewezen personen respecteren de vertrouwelijkheid van de persoonlijke gegevens of de bedrijfsgegevens waarvan ze kennis hebben gekregen in het kader van hun toezichts- en controleopdracht."

Art. 146. In artikel 496. D, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt de uitdrukking "201/1. D, » ingevoegd tussen de woorden "van de artikelen" en de uitdrukking "202.D";

2° in het derde lid wordt de uitdrukking "201/1. D," ingevoegd tussen de woorden "van de artikelen" en de uitdrukking "222.D";

Art. 147. De artikelen 503. D, 1°, 2° en 4°, 504.D, 505.D, 507. D, 511.D tot 514.D, 516. D, 518.D tot 521.D worden opgeheven.

Art. 148. In boek III, titel VII, hoofdstuk I, afdeling I, wordt een artikel 509/1. D ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 509/1. D. De toeristische logiezen die op 31 december 2016 een benaming bedoeld in artikel 1.D, artikel 1.D, 4°, 11°, 12°, 17°, 23°, 29°, 35°, 48°, 50° en 53° mogen gebruiken, doen een voorafgaande verklaring zoals bedoeld in artikel 201/1 D vóór de vervaldatum van deze vergunning. ».

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen in Boek IV. De gemarkeerde toeristische wandelroutes, de wandelkaarten en de routebeschrijvingen

Art. 149. In artikel 543.D van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 3 opgeheven.

Art. 150. Artikel 544.D van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 151. In artikel 549.D, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervalt de eerste zin.

Art. 152. In artikel 572.D van hetzelfde Wetboek, wordt de uitdrukking "artikel 1.D, 46°" vervangen door de uitdrukking "artikel 1.D, 7°".

Art. 153. In artikel 573.D van hetzelfde Wetboek, wordt de uitdrukking "artikel 1.D, 46°" telkens vervangen door de uitdrukking "artikel 1.D, 7°".

HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen in Boek V. De subsidies voor de bevordering van het toerisme

Art. 154. In artikel 583.D. van hetzelfde Wetboek, wordt de referentie "3°" vervangen door de referentie "5°".

Art. 155. In artikel 584. D, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 2° wordt vervangen als volgt :

"2° het gebruik van de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën volgens de modaliteiten bepaald door de Regering,";

b) in punt 3°, worden de woorden "en de kosten voor vertalingen" ingevoegd tussen de woorden "de auteursrechten" en de woorden "die nodig zijn".

Art. 156. In artikel 592.D, in punt 4°, worden de woorden "Waalse Gewest" vervangen door het woord "Gewest".

Art. 157. Artikel 594. D van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 594. D - § 1. Wat betreft de Federaties voor toerisme, bedraagt het subsidiepercentage bedoeld in artikel 584.D 30 % van de kostprijs van de actie of toeristische promotiecampagne.

§ 2. Wat betreft de "maisons du tourisme", bedraagt het subsidiepercentage bedoeld in artikel 584.D 40 % van de kostprijs van de actie of toeristische promotiecampagne. In het geval van acties die minstens twee "maisons du tourisme" verenigen, wordt het subsidiepercentage op 50 % gebracht.

§ 2. Wat betreft de "offices du tourisme", bedraagt het subsidiepercentage bedoeld in artikel 584.D 30 % van de kostprijs van de actie of toeristische promotiecampagne.

In het geval van het sluiten van een partnerschapsovereenkomst met de "maison du tourisme" van zijn ambtsgebied, die de rol van iedereen bepaalt ten opzichte van de verschillende opdrachten die hen worden toegekend, wordt het subsidiepercentage op 40 % gebracht.

§ 4. Wat betreft de "syndicats d'initiative", bedraagt het subsidiepercentage bedoeld in artikel 584.D 40 % van de kostprijs van de actie of toeristische promotiecampagne. In het geval van het sluiten van een partnerschapsovereenkomst met de "maison du tourisme" van zijn ambtsgebied, die de rol van iedereen bepaalt ten opzichte van de verschillende opdrachten die hen worden toegekend, wordt het subsidiepercentage op 50 % gebracht.

§ 5. Voor de acties of toeristische promotiecampagnes opgenomen in de thema's die jaarlijks of meerjaarlijks door de Regering worden bepaald of in het geval van samenwerking met "Wallonie Belgique Tourisme", wordt het subsidiepercentage bedoeld in de paragrafen 1 tot 4 op 50 % gebracht."

Art. 158. In artikel 595. D, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, punt 1°, wordt het bedrag "5.000" vervangen door het bedrag "6.000";

2° in het tweede lid :

i) in b), wordt het bedrag "500" vervangen door het bedrag "750";

ii) in c), wordt het bedrag "500" vervangen door het bedrag "750", de uitdrukking "25.000 toeristische nachten" wordt vervangen door de woorden "tweehonderd beschikbare en erkende bedden" en de woorden "tijdens het jaar" worden vervangen door de woorden "op 1 januari".

HOOFDSTUK VII. — Invoeging van een Boek VI betreffende de toeristische gidsen

Art. 159. In hetzelfde Wetboek wordt een boek VI ingevoegd, met als opschrift "De toeristische gidsen".

Art. 160. In boek VI, ingevoegd bij artikel 159, wordt een titel I ingevoegd, met als opschrift "Algemene bepalingen".

Art. 161. Dezelfde titel I wordt aangevuld met een artikel 620. D, luidend als volgt :

"Art. 620. D - § 1. Niemand mag de titel dragen van toeristische gids of van toeristische gids-stagiair, zoals omschreven in artikel 1. D, 25° en 26°, zonder erkend te zijn overeenkomstig titel II.

§ 2. De toeristische gids en de toeristische gids-stagiair beschikken over bewijsstukken, bepaald door de Regering, waaruit de erkenning van hun functies door het Commissariaat-generaal voor Toerisme blijkt.

De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende het dragen van de bewijsstukken bedoeld in het eerste lid.”

Art. 162. In dezelfde titel I worden de artikelen 621. D en 622.D ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 621. D. Mag de titel dragen van “Toeristische gids” of van “Toeristische gids-stagiair”, zoals omschreven in artikel 1 D., 25° en 26°, iedere onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie of van een Staat die partij is bij het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte, zodra hij de bewijsstukken heeft getoond van de bevoegde overheid van één van deze Staten die bewijzen dat hij de kwalificatie bezit dat voldoet aan de erkenningsvoorwaarden bepaald in titel II van dit boek om er het beroep van toeristische gids of toeristische gids-stagiair uit te oefenen.”

Art. 622. D. Iedere onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie of van een Staat die partij is bij de Europese Economische Ruimte, wettelijk gevestigd, voor de uitoefening van het beroep van toeristische gids of toeristische gids-stagiair, in één van deze Staten, kan dit beroep tijdelijk en incidenteel in België uitoefenen.

Wanneer het beroep van toeristische gids of toeristische gids-stagiair of de opleiding die ertoe leidt niet gereguleerd is in de Staat van vestiging, moet de dienstverrichter minstens vijf prestaties per jaar hebben verricht tijdens de drie jaar die voorafgaan aan het begin van de prestatie van de gids in het Franse taalgebied.

De prestatie wordt verricht onder de beroepstitel van de vestigingsstaat, wanneer een dergelijke titel bestaat. Deze titel wordt aangegeven in de officiële taal van de vestigingsstaat. In het geval dat deze beroepstitel niet bestaat in de vestigingsstaat, maakt de dienstverrichter melding van zijn opleidingstitel in de officiële taal van deze Staat.”

Art. 163. In boek VI, ingevoegd bij artikel 159, wordt een titel II ingevoegd, met als opschrift “De erkenning en de hernieuwing van de erkenning”.

Art. 164. In titel II, ingevoegd bij artikel 163, wordt een artikel 626. D ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 626. D. § 1. Om erkend te zijn als toeristische gids moet de kandidaat toeristische gids aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° hij is houder van het diploma of van een gelijkwaardig diploma opgenomen in de lijst opgemaakt door de Regering;

2° hij beschikt over een afdoende ervaring die een verband houdt met elke subcategorie van toeristische gids waarvoor de erkenning wordt verzocht;

3° hij beheerst de Franse taal alsook, in voorkomend geval, elke andere taal waarin hij zijn activiteiten wenst uit te oefenen;

4° hij werd niet veroordeeld door een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing uitgesproken in België wegens een overtreding omschreven in boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of in het buitenland wegens een feit dat één van die overtredingen uitmaakt, behalve indien de tenuitvoerlegging van de straf opgeschort is en de veroordeelde het voordeel van de opschorting niet verloren heeft.

§ 2. Het behoud van de erkenning wordt bovendien onderworpen aan de naleving van de volgende voorwaarden :

1° de Deontologische code van de toeristische gidsen respecteren zoals bedoeld in artikel 644.D;

2° jaarlijks aan het “Observatoire du Tourisme wallon” (Waarnemingscentrum voor het Waalse toerisme) de gegevens bepaald door de Regering meedelen.

De gegevens bedoeld in het eerste lid, 2°, worden aan het persoonlijk dossier van de toeristische gids toegevoegd waarin de documenten die nodig zijn om de naleving van de erkenningsvoorwaarden na te gaan, worden verenigd, en worden gebruikt als inlichtingsbron overeenkomstig dit Wetboek voor statistische doeleinden. In voorkomend geval kunnen zij worden gebruikt voor de procedures van schorsing of intrekking van de erkenning.

§ 3. De Regering bepaalt het aantal en de duur van de vereiste ervaringsjaren om de voorwaarde van afdoende ervaring bedoeld in artikel 626, § 1, punt 2°, te beoordelen, alsook de attesten die nodig zijn om deze afdoende ervaring, hun minimale inhoud en hun geldigheidsduur na te gaan.

De Regering bepaalt de attesten die vereist zijn voor de verificatie van de voorwaarde betreffende de beheersing van de taal zoals bedoeld in paragraaf 1, 3°.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme, mits advies van het technisch comité, verifieert de geldigheid van elk attest verleend door een gebruiker.

De prestaties i.v.m. de Open Monumentendagen worden niet in aanmerking genomen voor de rechtvaardiging van het aantal jaarlijkse prestaties.”

Art. 165. Dezelfde titel II wordt aangevuld met een artikel 633. D, luidend als volgt :

“Art. 633. D. § 1. De kandidaat die aan de voorwaarden bedoeld in artikel 626. D, § 1^{er}, 1°, 3° en 4° voldoet, en de voorwaarde van effectieve ervaring bedoeld in artikel 626. D, § 1^{er}, 2°, niet vervult, kan om een erkenning als toeristische gids-stagiair vragen op voorwaarde dat hij een minimale ervaring bepaald door de Regering verantwoordt.

De titel van toeristische gids-stagiair wordt voor een periode van vierentwintig maanden toegekend.

§ 2. De titel van toeristische gids-stagiair kan tweemaal voor een maximale duur van zes maanden worden verlengd, in gevallen van overmacht en mits voorafgaandelijk advies van het technisch comité van de toeristische gidsen, volgens de modaliteiten en de procedure bepaald door de Regering.

Art. 166. Dezelfde titel II wordt aangevuld met een artikel 635. D, luidend als volgt :

“Art. 635. D.- De erkenning als toeristische gids wordt toegekend voor een periode van vijf jaar. Ze kan voor dezelfde duur worden verlengd.”

Art. 167. Dezelfde titel II wordt aangevuld met een artikel 636. D, luidend als volgt :

“Art. 636. D. De Regering bepaalt de documenten, de termijnen, de modaliteiten en de procedures betreffende de erkenning en de verlenging van de erkenning als toeristische gids en als toeristische gids-stagiair. In het geval van verlenging van de erkenning kan zij een vereenvoudigde procedure voorzien.”

Wanneer de aanvraag om erkenning door een toeristische gids-stagiair wordt ingediend, wordt de geldigheid van zijn titel, in voorkomend geval, verlengd tijdens de duur van de erkenningsprocedure.”

Art. 168. Dezelfde titel II wordt aangevuld met een artikel 642. D, luidend als volgt :

“Art. 642. D - Op elk ogenblik kan het Commissariaat-generaal voor Toerisme de naleving van de voorwaarde bedoeld in artikel 626. D, § 1, 4°, nagaan, volgens de modaliteiten voorzien door de Regering. ».

Art. 169. In boek VI, ingevoegd bij artikel 159, wordt een titel III ingevoegd, met als opschrift “De Deontologische code van de toeristische gidsen”.

Art. 170. In titel III, ingevoegd bij artikel 169, wordt een artikel 644. D ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 644. D. Binnen zes maanden na de inwerkingtreding van deze titel keurt de Regering de Deontologische code van de toeristische gidsen goed die haar wordt voorgelegd door het technische comité van de toeristische gidsen.

Deze Deontologische code bevat de regels van goede praktijk van de functie van toeristische gids, namelijk inzake ontvangst, communicatie, kennis, voortgezette opleiding, organisatie, vertrouwelijkheid, bekwaamheid en ethiek.

Het is van toepassing zowel op de toeristische gidsen als op de toeristische gidsen-stagiairs

Art. 171. In boek VI, ingevoegd bij artikel 159, wordt een titel IV ingevoegd, met als opschrift "De intrekking en de opschorting van de erkenning".

Art. 172. In titel IV, ingevoegd bij artikel 171, wordt een artikel 646. D ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 646. D. De erkenning als toeristische gids of als toeristische gids-stagiair kan worden opgeschort of ingetrokken door een beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme, hetzij op eigen initiatief, hetzij op basis van een geargumenteerde klacht neergelegd door elke natuurlijke of rechtspersoon, als er aan één van de voorwaarden van de erkenning niet meer wordt voldaan.

De Regering bepaalt de procedure betreffende de opschorting of intrekking van de erkenning, met inbegrip van de datum vanaf wanneer de opschorting of de intrekking effectief wordt."

Art. 173. Dezelfde titel IV wordt aangevuld met een artikel 647. D, luidend als volgt :

"Art. 647. D. De persoon van wie de erkenning als toeristische gids of toeristische gids-stagiair geweigerd, geschorst of ingetrokken wordt, kan een gemotiveerd beroep indienen bij de Regering tegen deze beslissing.

De Regering bepaalt de beroepsprocedure en -modaliteiten."

Art. 174. In boek VI, ingevoegd bij artikel 159, wordt een titel V ingevoegd, met als opschrift "Overtredingen en sancties".

Art. 175. In titel V, ingevoegd bij artikel 174, wordt een artikel 649. D ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 649. D. De Regering bepaalt de administratieve sancties in geval van overtreding van artikel 620. D en van de bepalingen getroffen ter uitvoering van dit artikel."

Art. 176. In boek VI, ingevoegd bij artikel 159, wordt een titel VI ingevoegd, met als opschrift "Overgangs- en slotbepalingen".

Art. 177. In titel VI, ingevoegd bij artikel 176, wordt een artikel 651. D ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 651. D.- De persoon die voor de inwerkingtreding van dit boek, reeds een titel van toeristische gids draagt, toegekend door het Commissariaat-generaal voor Toerisme of door de bevoegde overheid van een lidstaat van de Europese Unie of van een Staat die partij is bij het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte, wordt van rechtswege erkend als toeristische gids."

HOOFDSTUK VIII. — Wijzigingen in het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van caravanterreinen

Art. 178. In artikel 4 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van caravanterreinen wordt het tweede lid opgeheven.

HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

Art. 179. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 november 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement 586 (2016-2017) Nrs. 1, 1bis tot 9.

Volledig verslag, openbare vergadering van 9 november 2016.

Bespreking.

Stemming.